

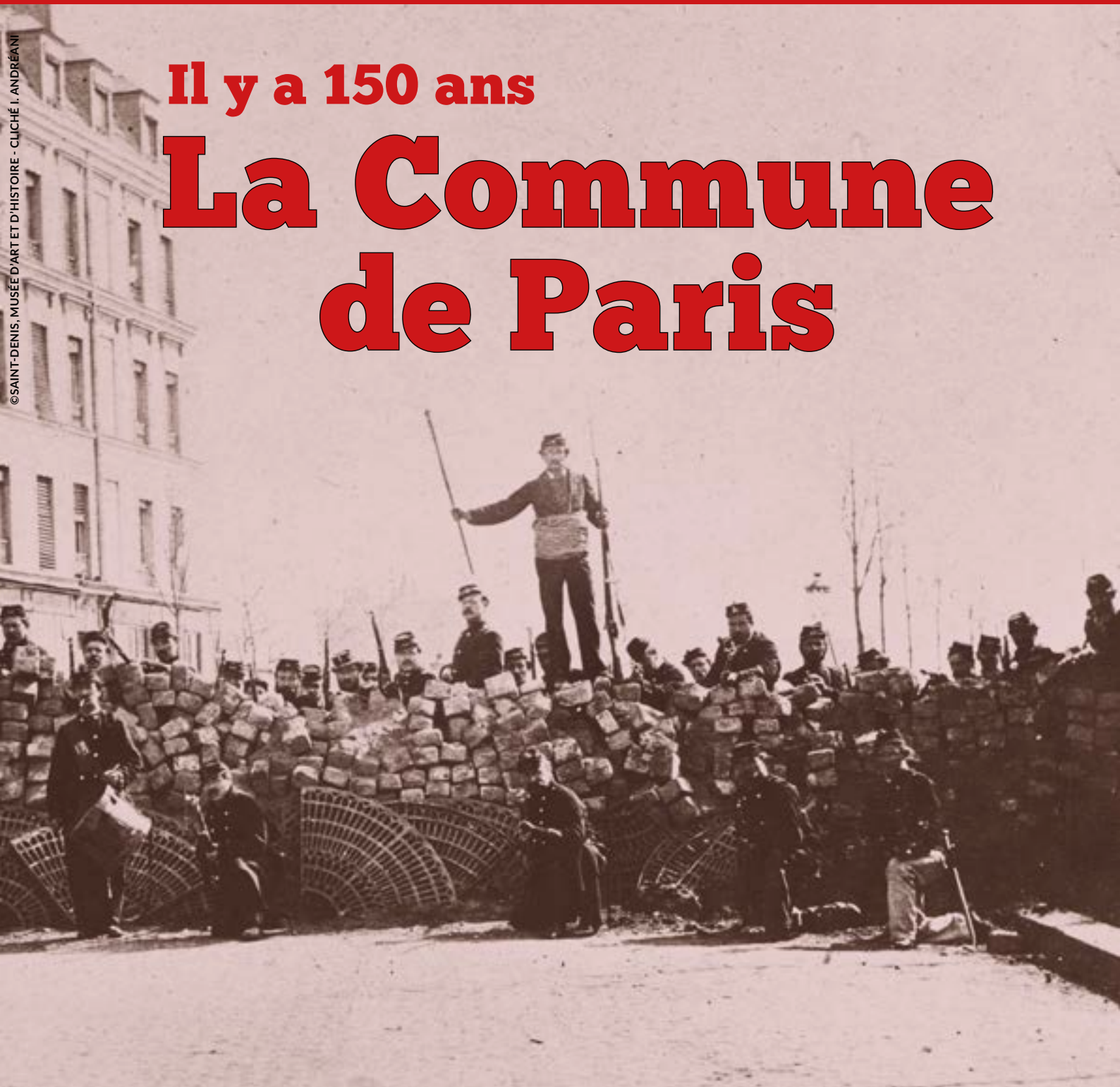
LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Il y a 150 ans

La Commune de Paris

© SAINT-DENIS, MUSÉE D'ART ET D'HISTOIRE - CLICHÉ I. ANDRÉANI



- Face au Covid-19
- La dette des pays riches
- Esclavage et réparations
- États-Unis
- Afghanistan

Au sommaire de ce numéro

La Commune de Paris et ses enseignements pour aujourd'hui	1
Face au Covid-19, raisonner et agir en militant ouvrier	9
La dette des pays riches, celle de la bourgeoisie	14
Esclavage: la question des réparations	18
La situation aux États-Unis	24
Afghanistan: après des décennies de manœuvres impérialistes	35
Erratum	40

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Monde 24 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 — BIC PSSTFRPPPAR

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

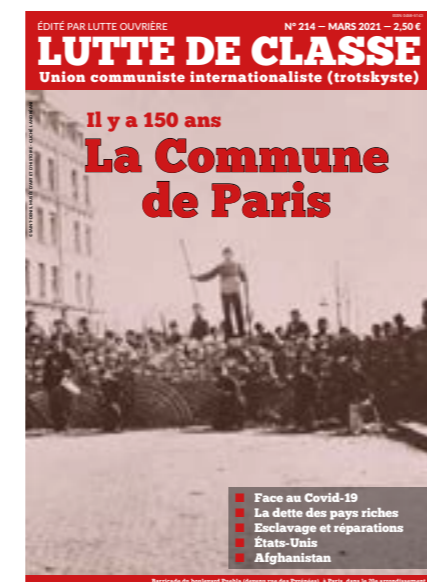
L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement

planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 — 93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière <http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union communiste internationaliste <http://www.union-communiste.org>
E-mail: contact@union-communiste.org

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



La Commune de Paris et ses enseignements pour aujourd'hui

Il y a cent cinquante ans était proclamée la Commune. Elle vit les prolétaires de Paris, selon l'expression fameuse de Marx, monter à «l'assaut du ciel» et entreprendre le renversement de tout l'ordre social de la bourgeoisie. Après soixante-douze jours, le pouvoir qu'ils avaient constitué fut écrasé dans le sang. Pour Lénine, la Commune représenta «le modèle le plus grandiose du plus grandiose mouvement prolétarien du 19^e siècle»¹. Elle demeure une source précieuse d'expériences pour les militants communistes révolutionnaires. À condition de ne pas en dénaturer les enseignements comme le font depuis longtemps les réformistes de toute obéissance.

LA COMMUNE DE PARIS (18 MARS-28 MAI 1871)

En septembre 1870, l'Empire de Napoléon III, au pouvoir depuis une vingtaine d'années, s'effondra dès l'annonce de sa défaite dans la guerre qu'il avait lui-même engagée contre la Prusse. En réaction, la population de Paris s'arma contre la menace d'une occupation allemande et s'organisa, par arrondissement, en bataillons de la garde nationale. Lorsque, le 18 mars 1871, le gouvernement républicain bourgeois qui avait remplacé l'empereur tenta de les désarmer, jetant, selon les mots de Victor Hugo, «l'étincelle sur la poudrière»², les prolétaires se soulevèrent. Ils proclamèrent la Commune, en référence à celle mise en place par la Révolution française quatre-vingts ans auparavant. Effrayés, bourgeois et dirigeants politiques de la bourgeoisie se réfugièrent à Versailles avec quelques dizaines de milliers d'officiers et de soldats.

Ce premier pouvoir ouvrier, incarné par le Comité central de la garde nationale puis par le Conseil de la Commune, et des militants tels qu'Eugène Varlin ou Léo Frankel, allait durer un peu plus de deux mois. Des mesures d'urgence furent adoptées, qui visaient à améliorer concrètement les conditions d'existence des travailleurs: notamment un moratoire sur les loyers, l'abaissement du temps de travail, la hausse des



Eugène Varlin, militant de l'Internationale, exécuté lors de la Semaine sanglante.

plus bas salaires, l'interdiction du travail de nuit des enfants et des femmes, la création de cantines populaires.

Mais, surtout, la Commune de Paris engagea la destruction de l'appareil d'État de la bourgeoisie. Elle mit en œuvre des transformations qui préfiguraient ce que pourrait être un gouvernement démocratique des ouvriers: suppression de l'armée permanente et son remplacement par le peuple en armes; élection et révocabilité des fonctionnaires; alignement de leurs revenus sur les salaires ouvriers.

Il fallait aux possédants rétablir l'ordre, au risque de voir ce pouvoir ouvrier s'étendre au reste du pays, voire au-delà. Thiers, chef du gouvernement, lança l'armée des Versaillais à l'assaut des communards. Malgré une défense héroïque, ceux-ci furent vaincus: au moins 20 000 furent massacrés durant la «semaine sanglante». Des dizaines de milliers d'autres furent jetés en prison, jugés à la hâte, exécutés, ou déportés

1 Lénine, «Les enseignements de la Commune», 23 mars 1908, *Œuvres complètes* tome 13, pp. 499-502.

2 Victor Hugo, *Choses vues*, 1870-1885.



Adolphe Thiers.

en Nouvelle-Calédonie comme Louise Michel. La bourgeoisie pouvait alors espérer, suivant les propos de l'écrivain Edmond de Goncourt, qu'une « telle purge, en tuant la partie combative de la population, reporte la prochaine révolution pour toute une génération ». C'est en Russie, d'abord en 1905, puis en 1917, que la classe ouvrière allait repartir victorieusement à l'assaut de la bourgeoisie et de son État, ouvrant la voie à une vague révolutionnaire dans toute l'Europe. À sa tête, se trouvait le Parti bolchevique qui, plus que tout autre, avait su tirer les leçons militantes de la Commune.

COMMÉMORER LA COMMUNE... POUR MIEUX EN TRAHIR LES IDÉAUX

À la veille du cent cinquantième anniversaire de la Commune, il est de bon ton, à gauche, de déplorer le peu de place qu'elle tient encore dans les manuels scolaires ou dans l'espace public, de se réclamer de son œuvre et de dénoncer la violence de la répression qui l'a frappée. Mais c'est pour mieux la dénaturer, lui ôter tout

caractère révolutionnaire et communiste. Même l'Assemblée nationale a voté, en 2016, une résolution demandant que « soient mieux connues et diffusées les valeurs républicaines portées par les acteurs de la Commune de Paris de 1871 ». Une façon de transformer celle-ci en un simple prolongement de la Révolution française: un moment certes tragique mais qui aurait permis de fonder un régime paré de toutes les vertus.

Les historiens ne sont pas en reste dans la production de ce fatras et d'un prêchi-prêcha sur la démocratie ou la non-violence supposée des communards. Ils l'opposent à la révolution d'Octobre 1917, qu'ils jugent à l'inverse violente et antidémocratique. Pour tenter de masquer cette propagande, la revue *L'Histoire* fait mine de s'interroger: « Une révolution socialiste? »; « Thiers, bourreau de la Commune? » ou « Est-ce [...] diminuer 1871 que de le montrer comme une insurrection d'abord républicaine? »³ Même les intellectuels qui se penchent sur l'histoire du mouvement ouvrier avec une certaine bienveillance nient la lutte de classe et ce qu'elle implique, au nom d'une histoire « apaisée » et de la république, considérée comme « le bien de tous ».

Sur le même registre, le soi-disant républicain Mélenchon se prétend « idéologiquement » un « enfant de la Commune »⁴. Il se dit fier d'avoir lancé ses deux campagnes électorales un 18 mars par une marche au son de *La Marseillaise*... suivie de *L'Internationale*. Pour lui, voir dans la Commune une préfiguration du socialisme soviétique serait « tout simplement une usurpation intellectuelle ». Reprenant une vieille antienne stalinienne, il fait dire à Engels qu'en France « il n'y aurait peut-être pas besoin de révolution et que la prise du pouvoir pourrait se faire par les urnes ». Il se proclame donc, pour qui aurait oublié ses décennies d'élus du Parti socialiste puis de La France insoumise, « un homme d'assemblée ». Et de préciser: « Mais mon rêve n'est pas l'assemblée générale permanente. Je sais le prix et le poids d'un exécutif qui tient la mer. » Il va de soi qu'il se réserve ce rôle de grand timonier de l'Élysée...

Il ne fait en cela que marcher sur les traces du PCF en matière de réformisme et de républicanisme. L'historien Roger Martelli, ancien haut responsable de ce parti, et coprésident de l'association des Amis de la Commune de Paris (1871), en est l'un des fourriers. Il est



Mélenchon, place de la République, le 18 mars 2017: fier d'être républicain et patriote.

passé maître dans la rhétorique républicaine et les formules aussi creuses que l'est la devise bourgeoise Liberté, Égalité, Fraternité pour l'État français. Il évoque ainsi une Commune « soucieuse de l'émancipation humaine », y voit « une référence partagée par tous les mouvements à prétention émancipatrice, républicaine et universaliste ». Il la compare à « l'élan de 1789-1793 sans la guillotine »⁵: comme s'il avait été possible de renverser l'ancien ordre social féodal sans violence révolutionnaire, comme si la bourgeoisie elle-même n'y avait pas été contrainte par l'aristocratie terrienne et tous les possédants d'Europe. Mais ces détours ne lui servent qu'à une chose: proposer une nouvelle union de la gauche à l'élection présidentielle de 2022. Se prétendant fidèle aux communards, il n'hésite pas à les rallier à sa petite tambouille politique: « À cent cinquante années de distance, les communards de 1871 nous font ainsi un clin d'œil. On peut le leur rendre, non en les imitant, mais en cherchant à être fidèle à leur esprit: rassembler ce qui est dispersé et, pour cela, avoir le souci prioritaire du commun et non des petits égoïsmes de soi. »

En réalité, il y a bien longtemps que les sociaux-démocrates, puis les partis staliens, sont devenus incapables de raisonner et d'imaginer quoi que ce soit en dehors de la République bourgeoise, qui pour eux est le summum de la démocratie.

DES ENSEIGNEMENTS DÉVOYÉS

Sur cette question comme sur tant d'autres, c'est le ral-

liement des dirigeants socialistes à la guerre impérialiste et à leur propre bourgeoisie en août 1914 qui a marqué un tournant dans l'histoire du mouvement ouvrier. Ils tentèrent de justifier leur trahison en reniant non seulement les idées fondamentales du marxisme, qu'ils avaient portées jusque-là, mais aussi le combat de générations de prolétaires pour leur émancipation. Ils s'opposèrent ensuite violemment à la révolution russe de 1917 et à l'État ouvrier qui en était issu, occultant pour ce faire toutes les leçons tirées de la Commune par Marx.

Principal théoricien de la II^e Internationale, Karl Kautsky, fut aux avant-postes de ce révisionnisme⁶. Il expliquait que la Commune avait pris les révolutionnaires par surprise, ce qui était indéniable, mais cela l'amena à critiquer les bolcheviks pour avoir préparé et organisé la prise du pouvoir, en somme d'avoir mené la révolution à bien! Il prétendit que le Parti bolchevique avait usurpé le pouvoir, y opposant les prétendus « principes démocratiques » des communards, cachant le fait que pour Marx la Commune avait constitué « la forme enfin trouvée » de la dictature du prolétariat. Kautsky récusait cette expression car, au fond, il combattait désormais l'idée que les travailleurs puissent diriger la société et se donnent les moyens d'y parvenir.

Ses références à la Commune, tronquées ou déformées, n'avaient d'autre but que de combattre la seule révolution prolétarienne victorieuse, alors même que sa survie était menacée par les armées contre-révolutionnaires appuyées par les puissances impérialistes.

Et ce également alors que, à la faveur de la guerre, la société bourgeoise apparaissait aux yeux des prolétaires les plus conscients dans toute sa barbarie, « souillée, déshonorée, patageant dans le sang, couverte de crasse », comme l'avait crié Rosa Luxemburg à la face des sociaux-démocrates complices de la boucherie mondiale.

En France, les chefs socialistes connurent ce même avilissement. Pour justifier à leur tour l'Union sacrée dans laquelle ils s'étaient vautrés, il leur fallait réduire les communards à de simples défenseurs de la patrie. Les porte-paroles de l'Association des vétérans et amis de la Commune, alors liée à la SFIO, ne firent pas exception.

Ainsi, pour le 18 mars 1915, ils encensèrent la résistance des Parisiens de 1871 aux Prussiens et leur lutte « contre la capitulation de Paris et la signature d'une paix honteuse, qui arrachait à la nation l'Alsace et la Lorraine ». En 1918, son secrétaire général signa un texte présentant la victoire des Alliés comme la seule pouvant amener « une paix équitable avec toute garantie pour l'avenir » et témoignant à l'armée de « sa plus profonde gratitude et de son admiration sans borne »⁷.

Le Parti communiste français, après avoir défendu l'internationalisme et l'anticolonialisme au début des années 1920, après avoir relevé le drapeau de la révolution et du socialisme, l'abandonna à son tour au milieu de la décennie suivante au profit du drapeau tricolore.

Avec le rapprochement engagé à partir de février 1934 avec la SFIO et le Parti radical derrière le programme de

3 *L'Histoire*, numéro hors-série (janvier-mars 2021).

4 Interview tirée du numéro spécial de la revue *Politix*, février-mars 2021.

5 *L'Humanité*, 24 mai 2018.

6 Lénine lui répondit dans de nombreux textes, dont *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, rédigé en novembre 1918. Trotsky en fit de même dans son ouvrage *Terrorisme et communisme*, paru en 1920 (en particulier le chapitre VI: « La Commune de Paris et la Russie des soviets »).

7 Cité par Rémi Morvan. « Elle n'est pas morte »: une histoire de l'association des Amis de la Commune (1881-1971). *Mémoire d'histoire*, 2015.



Quand le PCF et la SFIO invoquent la Commune pour défendre leur politique de Front populaire: L'Humanité du 25 mai 1936 et Le Populaire du 24 mai 1936.

Front populaire, le PCF se posa en champion du patriotisme tout en s'affirmant le «digne héritier de la Commune de Paris». En mai 1936, au lendemain de la manifestation au mur des Fédérés, qui avait réuni 600 000 personnes, Maurice Thorez, son secrétaire général, renouvela son offre de «collaboration étroite et loyale» pour construire une «France forte, libre et heureuse»⁸. Il invoqua la Commune, à l'instar de Léon Blum parlant de ses combattants «morts pour la France», «morts pour la justice sociale et la République», la travestissant en un événement anodin dans une longue chaîne d'épisodes glorieux remontant à Jeanne d'Arc et qui auraient bâti la France.

Le sommet de cette abjection fut atteint avec les discours des dirigeants du PCF au lendemain de la Deuxième

Guerre mondiale, quand ce parti appartenait au gouvernement dirigé par de Gaulle. En témoignent les discours de Thorez et de Duclos à l'occasion du soixante-quatrième anniversaire de la Commune.

Pour justifier le ralliement du PCF derrière la bourgeoisie et son impérialisme, au nom du combat pour «restaurer la patrie dans sa puissance, son indépendance et sa grandeur», les communistes y furent de nouveau métamorphosés en «champions héroïques et ardents de la cause nationale et républicaine». Comparant la guerre de 1870 à la situation de la France de 1940, occupée par l'Allemagne, Thorez ne retint que le «côté profondément national de la Commune», la «révolte du patriotisme humilié et blessé»⁹. Le secrétaire général du PCF tira même un trait d'égalité entre la prétendue insurrection

parisienne d'août 1944, engagée pour rétablir le pouvoir de la bourgeoisie française, et celle de mars 1871, conduite par le prolétariat révolutionnaire!

Contre ces déformations, produits de la gangrène réformiste et stalinienne, les militants communistes révolutionnaires doivent continuer à se souvenir de la Commune, non seulement en raison de l'œuvre qu'elle a accomplie, du chemin qu'elle a tracé, malgré ses erreurs et ses limites, mais aussi pour orienter les combats révolutionnaires de demain.

LES TRAVAILLEURS APPRENNENT DE LEURS EXPÉRIENCES

Marx, dans *La Guerre civile en France*, qu'il rédigea au moment même où la Commune se déroulait, puis Engels, virent

d'abord en elle une formidable démonstration de la puissance révolutionnaire des masses ouvrières.

Conscient du rapport des forces défavorable et de l'isolement des éléments révolutionnaires du prolétariat dans une France marquée par le poids de la petite paysannerie, Marx avait rédigé en septembre 1870 au nom de l'Internationale une *Adresse* mettant en garde ses militants contre une insurrection prématurée. Mais, dès son annonce, il salua la «souplesse», «l'initiative historique» et la «capacité de sacrifice» des prolétaires de la capitale française.

Et avant l'écrasement de la Commune, il écrivait: «Quoi qu'il en soit, l'actuel soulèvement de Paris, même s'il succombe sous l'assaut des loups, des porcs et des sales chiens de la vieille société, est l'exploit de notre parti depuis l'insurrection parisienne de Juin.»¹⁰

Comme le souligna Lénine, Marx retenait par-dessus tout dans les luttes de la classe ouvrière «l'initiative historique des masses», leur capacité à trouver en elles l'énergie pour engager le combat contre la société bourgeoise et inventer la forme de ce combat. Un pas en avant vaut toujours mieux dans ce domaine que tous les programmes. Lénine, dans sa lutte pour construire un parti révolutionnaire en Russie et le conduire à l'assaut du pouvoir, n'eut de cesse de s'appuyer sur cet aspect fondamental de la lutte des classes. Il était bien placé pour savoir que nombre de militants, à l'instar d'un Plekhanov, après avoir œuvré pour la révolution prolétarienne, y avaient renoncé parce qu'ils ne plaçaient pas véritablement leur confiance dans

cette capacité de la classe ouvrière et dans le «génie intuitif des masses»¹¹.

C'est pourquoi il comprit le premier, et le plus profondément, l'importance de l'apparition des soviets en Russie au cours de la révolution de 1905. Cela guida aussi toute son attitude durant l'année 1917 puis dans la construction de l'État ouvrier, convaincu qu'il était que, si les travailleurs faisaient des erreurs, ils seraient également à même d'apprendre de celles-ci. En cela, comme il le soulignait dans un texte dès 1908, «la Commune a appris au prolétariat européen à poser concrètement les problèmes de la révolution sociale»¹². Lénine ne manqua jamais d'admirer dans la Commune l'initiative, l'indépendance, «la liberté de mouvement», «l'élan vigoureux parti d'en bas, le tout allié à un centralisme librement consenti, étranger à la routine»¹³. Il combattit pour que les soviets suivent la même voie. Et c'est toujours sur cette confiance que doit se fonder aujourd'hui l'espoir des militants voulant contribuer à l'émancipation de la classe ouvrière et de l'humanité.

DÉMOCRATIE PROLÉTARIENNE ET DÉMOCRATIE BOURGEOISE

La Commune de Paris avait vu, pour la première fois, le prolétariat porté à la tête d'un État, une grande puissance de surcroît. Il n'en avait choisi ni le moment ni les conditions, mais il s'engagea résolument à en abattre pierre par pierre l'édifice. Raison pour laquelle, comme le souligna Lénine dans *L'État et la révolution*, la seule «correction» que Marx jugea nécessaire d'apporter au *Manifeste du Parti communiste*

était tirée de l'expérience de la Commune: lors de la révolution à venir, les travailleurs ne pourraient pas se contenter de faire fonctionner la machine étatique pour leur propre compte, ils devraient, «condition première», la briser. Les communistes l'avaient en partie compris en commençant à démanteler l'appareil d'État et en organisant l'armement du prolétariat, levier indispensable pour mener à bien le renversement de l'ordre social.

C'en fut aussi fini de cet espoir, encore porté par de nombreux prolétaires et certains socialistes en 1848, d'une «république sociale» fondée sur le parlementarisme bourgeois. À ce régime dans lequel, comme l'écrivit Lénine, après Marx, «les classes opprimées recouvrent le droit de décider en un seul jour pour une période de plusieurs années quel sera le représentant des classes possédantes qui représentera et opprimer le peuple au Parlement»¹⁴, les travailleurs de la Commune avaient opposé leur propre domination. Ils n'eurent pas le temps de la mettre véritablement en œuvre et n'osèrent pas s'emparer et gérer la Banque de France, laissant à la bourgeoisie les moyens financiers de réorganiser en sous-main son armée et de préparer l'écrasement de la Commune.

Cet assaut, particulièrement violent et meurtrier, démontra que les travailleurs ne pourront se libérer véritablement de l'exploitation et de la dictature de la bourgeoisie, c'est-à-dire de son pouvoir et de son contrôle sur l'économie, qu'en exerçant leur pouvoir, leur dictature contre les classes possédantes. Et ce quelle que soit la forme prise par la domination de la bourgeoisie: république,

8 L'Humanité du 25 mai 1936.
9 L'Humanité du 18 mars 1945.

10 Marx, *Lettres à Kugelmann* (12 avril 1871). Marx renvoie ici à juin 1848.
11 Lénine, «Rapport sur la révision du programme et le changement de dénomination du parti», 8 mars 1918.
12 Lénine, *L'État et la révolution*, 1917.
13 Lénine, «Comment organiser l'émulation», 6-9 janvier 1918.
14 Intervention au congrès de l'Internationale communiste, 4 mars 1919.

monarchie parlementaire ou dictature.

Cela ne signifie pas que les communistes révolutionnaires sont indifférents aux libertés dites démocratiques, bien au contraire, ne serait-ce que parce qu'elles permettent aux militants de défendre plus ouvertement leurs idées. Ainsi, les bolcheviks ont-ils toujours été les premiers combattants pour la conquête des droits démocratiques dans la Russie tsariste, où ils étaient bafoués. Mais ils ne perdaient pas de vue que seule l'expropriation de la bourgeoisie, la collectivisation des grands moyens de production seraient à même de garantir une égalité réelle et donc une véritable démocratie.

Malgré toutes ses insuffisances, comme son renoncement à engager l'offensive militaire dès la fuite des Versaillais en mars 1871, Engels concluait : la Commune, « c'était la dictature du prolétariat » (introduction de 1891 à *La guerre civile en France*). Un nouveau type d'État prolétarien dans lequel Lénine verra « l'organisation autonome

des masses ouvrières », sans « aucune distinction des pouvoirs législatif et exécutif », et une organisation armée à même d'empêcher toute contre-révolution venant des anciennes classes au pouvoir et de leurs soutiens dans la petite bourgeoisie¹⁵. Cette ébauche d'un État ouvrier préfigurait en effet ce que fut le pouvoir des soviets en Russie à partir de 1917. Dès son retour à Petrograd, en avril 1917, Lénine évoqua d'ailleurs « l'État-Commune » qu'annonçait la prolifération des comités d'usine et des conseils ouvriers depuis les premiers jours de la révolution.

Six mois avant la révolution d'Octobre, il expliquait : « Pour conserver la liberté, il faut armer le peuple ; tel est le trait essentiel de la Commune. Nous ne sommes pas des anarchistes repoussant tout État organisé, c'est-à-dire la contrainte en général et, en particulier, celle exercée par l'État des ouvriers organisés et armés, l'organisation de l'État s'effectuant par l'entremise de leurs soviets. [...] Des soviets de députés ouvriers et autres dans tout le pays : voilà

ce que la vie exige. Il n'est pas d'autre solution. C'est cela, la Commune de Paris ! »¹⁶

Donner tout le pouvoir aux soviets, assurer le contrôle ouvrier de la production, c'est ce qui orienta la politique des bolcheviks jusqu'à l'insurrection victorieuse du 7 novembre 1917. Et c'est toujours cette perspective fondamentale que Lénine défendit lorsqu'il engagea le combat contre les premiers indices de bureaucratisation du jeune État ouvrier. Un combat que Trotsky et l'Opposition de gauche continuèrent par la suite contre Staline et la caste qui s'était emparée du pouvoir en URSS.

« L'INTERNATIONALE SERA LE GENRE HUMAIN »

Une vingtaine d'années après l'écrasement de la Commune, l'ensemble du mouvement ouvrier socialiste adopta peu à peu comme chant de lutte *L'Internationale*, écrite durant sa répression par Eugène Pottier et mise en musique en 1888 par



1871 : barricade tenue par la garde nationale à l'angle des boulevards Voltaire et Richard-Lenoir, à Paris.

15 « Lettre aux ouvriers d'Europe et d'Amérique », 24 janvier 1919.

16 Lénine, « La conférence de Petrograd-ville », 8 mai 1917.

Pierre Degeyter.

Sa fin tragique avait démontré que les classes possédantes et leur État respectif, en l'occurrence la République bourgeoise et l'Empire allemand, savaient s'entendre quand il s'agissait d'écraser les prolétaires. Elle rappelait aussi que ceux-ci ne forment qu'une seule classe, par-delà leurs origines et par-delà les frontières. Non seulement parce que nombre de communards étaient eux-mêmes des Polonais, des Hongrois ou des Allemands, mais aussi parce qu'elle trouva un écho sur tous les continents. Et surtout parce que la classe ouvrière ne peut s'émanciper pleinement qu'à l'échelle même du monde capitaliste.

C'est d'ailleurs l'une des critiques que Marx avait formulées à l'encontre des dirigeants ouvriers français en 1870, les mettant en garde contre les sirènes de l'unité nationale et les souvenirs de la Révolution française, une période où la bourgeoisie avait mené à bien, pour son propre compte, cette

politique. Tout en admirant la combativité et le dévouement de Blanqui à la cause prolétarienne, Lénine souligna plus tard à quel point le titre de son journal *La patrie en danger!* était nuisible à cette cause.

Ce sont les sociaux-démocrates, puis les stalinien, qui firent de ce patriotisme un modèle. Aujourd'hui plus encore qu'hier, les travailleurs forment une même classe ouvrière. La patrie des exploités ne peut jamais être celle des exploités. Dénoncer et combattre les défenseurs de la patrie au sein des organisations ouvrières, ceux que Lénine qualifiait de « lieutenants ouvriers de la classe capitaliste », est une nécessité vitale. Comme l'écrivait Rosa Luxemburg : « Il n'y a pas de socialisme en dehors de la solidarité internationale du prolétariat, le prolétariat socialiste ne peut renoncer à la lutte de classe et à la solidarité internationale, ni en temps de paix, ni en temps de guerre : cela équivaudrait à un suicide. »¹⁷

LA NÉCESSITÉ D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

En septembre 1870, par l'intermédiaire des militants, très minoritaires, qui se réclamaient de ses idées, Marx avait avant tout conseillé aux travailleurs de la capitale de « procéder méthodiquement à leur propre organisation de classe »¹⁸. Ils n'en eurent pas le temps et certains n'en comprirent pas la nécessité. Avec la Commune de Paris, le prolétariat se retrouva donc au pouvoir sans avoir pu s'organiser en conséquence ni avoir eu la possibilité de trancher entre les différents courants politiques qui existaient en son sein : communistes, anarchistes, partisans de Proudhon ou de Blanqui notamment.

Les tâtonnements, voire les fautes des dirigeants de la Commune en matière financière comme dans le domaine militaire, la difficulté de concevoir et de mettre en œuvre une politique en direction de la paysannerie pauvre, ne purent



Le soviet de Petrograd en 1917 : un demi-siècle après la Commune de Paris, la classe ouvrière enfin victorieuse bâtit son propre État.

17 *La crise de la social-démocratie* 1915.

18 Adresse du conseil général de l'A.I.T. sur la guerre franco-allemande, le 9 septembre 1870.

être surmontés en raison de l'absence d'un véritable parti. Il manqua une organisation et des dirigeants concentrant l'expérience du mouvement ouvrier et qui auraient pu se lier aux masses dans la période précédente. Ils ne purent pas davantage écarter certains patriotes se réclamant du socialisme qui, comme l'écrit Trotsky, « n'avaient en fait aucune confiance » en la classe ouvrière et, pire, qui « ébranlaient la foi du prolétariat en lui-même »¹⁹.

C'était déjà la conclusion tirée par les plus conscients des militants révolutionnaires de cette époque. Marx, Engels, bien sûr, mais aussi le Hongrois Léo Frankel, militant de l'Association internationale des travailleurs et qui avait été un des dirigeants de la Commune. Il écrivit peu après son écrasement : « Afin de réaliser cet objectif [la prise du pouvoir], les ouvriers se doivent de créer un parti autonome s'opposant à tous les autres partis, "unique moyen" pour liquider le règne des autres classes. » Frankel

sera l'un des fondateurs du Parti général des ouvriers de Hongrie en 1880.

Ce sont les deux révolutions russes de 1905 et de 1917 qui tranchèrent définitivement cette question. Pour que la formidable pression révolutionnaire s'exerce pleinement, et contrairement à ce qu'affirmait le courant anarchiste, il fallait une organisation centralisée, soudée, dont les militants étaient en contact permanent avec les entreprises et avec les soldats du front et de l'arrière. Un parti à même d'adapter sa politique aux flux et aux reflux de la révolution et d'impulser ainsi une politique jetant les bases d'une société communiste : ce fut la tâche du Parti bolchevique.

En mai 1871, lorsque la réaction eut noyé dans le sang l'insurrection ouvrière, Thiers se serait écrié : « Maintenant, c'en est fait du socialisme, et pour longtemps ! » Au contraire, avant la fin du siècle, le mouvement socialiste grandit puissamment, et il déboucha sur une révolution victorieuse en

Russie. Il fallut la trahison des principaux chefs des partis socialistes et des syndicats ouvriers d'abord, des dirigeants staliniens par la suite, pour sauver la mise à la bourgeoisie. Cent cinquante ans après la Commune, la rage contre la société capitaliste qui anime toujours nombre d'exploités devra, pour l'emporter, se combiner avec la plus haute conscience des intérêts du prolétariat, la connaissance de ses faux amis et de ses vrais ennemis. Transmettre les expériences du passé, comme celles de 1871, apprendre de ses réussites comme de ses échecs, restent des tâches indispensables pour les militants communistes révolutionnaires. Cette conclusion de Lénine reste la nôtre : « L'œuvre de la Commune n'est pas morte ; elle vit jusqu'à présent en chacun de nous. La cause de la Commune est celle de la révolution sociale, celle de l'émancipation politique et économique totale des travailleurs, celle du prolétariat mondial. Et en ce sens, elle est immortelle. »²⁰

2 mars 2021



Face au Covid-19, raisonner et agir en militant ouvrier

Dans de nombreuses entreprises, des travailleurs expriment leur méfiance envers les vaccins anti-Covid, reprenant parfois des thèses complotistes. Bien sûr, cette méfiance peut s'expliquer par les conditions dans lesquelles ces vaccins ont été fabriqués, la concurrence entre trusts pharmaceutiques, ou par les différents scandales sanitaires de ces dernières années, comme celui du Mediator.

Derrière cela, il y a une méfiance plus générale qui s'exprime sur bien d'autres sujets liés au Covid, en particulier sur les mesures sanitaires et administratives prises par le gouvernement depuis maintenant un an. Une méfiance liée à ce que les travailleurs peuvent ressentir. Nombre d'entre eux considèrent qu'il y a tromperie, mais

ils ne comprennent pas bien d'où vient le coup, n'arrivent pas à identifier l'imposture, et en viennent ainsi parfois à jeter le bébé avec l'eau du bain, à tout refuser en bloc.

Si ces sentiments des travailleurs ont des raisons tout à fait compréhensibles, il n'en reste pas moins que leur façon de les

exprimer non seulement ne les fait pas avancer sur le chemin de la prise de conscience, mais les fait reculer. Par là même, ce type de réaction est une manifestation de la pression que la bourgeoisie, ses intellectuels, ses porte-parole exercent sur les travailleurs pour les empêcher de comprendre la réalité de la lutte de classe, y compris dans le domaine sanitaire, qui semble en être éloigné.

Cela pose la question de l'attitude militante à avoir. Tout d'abord, savoir ressentir les mêmes choses que notre classe sociale et savoir en discuter est essentiel. Ensuite, notre problème n'est pas tant d'affirmer que nous sommes pour les vaccins ou que nous sommes pour la science en général. Car en fait, d'une certaine manière, on ne discuterait alors pas du vrai problème. Nous risquerions de nous enliser dans des discussions de principe ou, pire, d'apparaître comme des donneurs de leçons en disant ce qu'il faut faire ou ne pas faire. Nous passerions alors à côté de l'essentiel. Notre vrai problème est d'aider les travailleurs qui se posent des questions à se repérer sur un plan politique, et en fait sur le plan social : qui



19 « Les leçons de la Commune », février 1921.

20 « À la mémoire de la Commune », 28 avril 1911.

donne les coups et qui les reçoit? C'est-à-dire réintroduire des raisonnements de classes sociales et plus exactement d'antagonismes de classes. Et pas simplement des raisonnements de type syndicaliste: à tel problème, convient telle solution ou telle revendication, ce qui reviendrait à faire du réformisme.

Les travailleurs, ne trouvant pas d'explication rationnelle, en viennent à s'accrocher à toutes sortes d'explications. Cela ne doit pas nous surprendre et c'est en vérité la même chose sur bien des questions. Aider notre classe sociale à s'y retrouver, c'est justement le rôle d'un parti ouvrier révolutionnaire. Trotsky, dans une discussion avec les militants du SWP américain en 1938, disait à propos du *Programme de transition* que, « sans le programme, l'ouvrier doit improviser [...] des outils de fortune qui entrent en contradiction l'un par rapport à l'autre »¹. Établir un programme, qui est une compréhension commune des événements et des tâches qui en découlent, un travailleur ne peut pas le faire tout seul. C'est le travail de toute une organisation, et il s'appuie sur l'histoire du mouvement ouvrier et du marxisme.

Avec le Covid, ce qui est nouveau, ce sont les faits sur lesquels nous avons à raisonner, pas les raisonnements que nous faisons en permanence sur bien des sujets, pour ne pas dire tous.

QUELQUES POSITIONNEMENTS MILITANTS DANS L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER

Certains militants peuvent être choqués de dire que les mesures sanitaires entre les mains du gouvernement de-

viennent une arme pour imposer une discipline, pour faire régner un ordre moral, puisque des mesures sanitaires sont nécessaires. On ne pourrait donc pas critiquer le gouvernement sur ce plan, d'autant que nous appliquons ces mesures et que nous faisons comme tout le monde.

D'un point de vue logique, il peut apparaître contradictoire d'appliquer les mesures sanitaires et de critiquer la politique globale du gouvernement, son incapacité à gérer ce problème de virus pour l'ensemble de la société en utilisant le plus efficacement possible les possibilités offertes par les sciences et la technique du moment. Mais ce type de contradictions, on le retrouve dans bien des domaines.

Par exemple, nous sommes contre l'exploitation capitaliste et nous disons qu'il faut aller à l'usine – pire, qu'il faut être un bon ouvrier pour gagner la confiance des travailleurs. Cette position nous semble naturelle, pourtant elle n'a pas été si simple à trouver pour le mouvement ouvrier. Les anarchistes comme Proudhon disaient qu'il fallait échapper à l'exploitation en gardant le contrôle des moyens de production à travers le mutualisme. Les socialistes utopiques vou-



Travail à la chaîne dans une usine de volailles.

laient échapper à cette même exploitation en instaurant des communautés. Quant aux ouvriers, individuellement, nombre d'entre eux, plutôt que d'être condamnés aux bagnes du capitalisme naissant, préféreraient être vagabonds, d'où les lois sur les pauvres. Et quand ils étaient vraiment coincés à l'usine, ils avaient recours au sabotage. Nous rappelons ce que nous connaissons, pour mesurer à quel point cela n'a pas été simple pour le mouvement ouvrier de trouver une attitude militante juste. Parce que l'erreur était de chercher une solution immédiate pour échapper à l'exploitation, alors que la réponse est ailleurs: que la classe ouvrière prenne conscience qu'il lui faut prendre le pouvoir.

Nous pourrions prendre de très nombreux exemples dans ce sens. Les marxistes sont contre le parlementarisme bourgeois, et nous nous présentons aux élections. C'est la même chose pour les guerres impérialistes: nous nous y opposons, nous les dénonçons, mais nous ne sommes pas pacifistes. Là aussi, le mouvement ouvrier a mis du temps à trouver une attitude militante juste. Rappelons-nous toutes les discussions avant la Première Guerre mondiale au sein de



Des ouvrières noires travaillent sur un navire de guerre à Richmond, en Californie, en 1943.

la II^e Internationale et la position des bolcheviks de transformer la guerre impérialiste en guerre contre sa bourgeoisie. En juin 1940, Trotsky conseillait aux militants du SWP américain, après avoir constaté que les ouvriers américains étaient à 98 % patriotes, de dire: « Dans le syndicat, je peux dire que je suis pour la IV^e Internationale. Je suis contre la guerre. Mais je suis avec vous. Je ne saboterai pas la guerre. Je serai le meilleur soldat, tout comme j'étais l'ouvrier le meilleur et le plus qualifié de l'usine. En même temps j'essaierai de vous convaincre que nous devrions changer de société. Au tribunal, mon camarade soldat dira que j'étais un soldat discipliné, qui ne provoquait pas de mutinerie. Que tout ce que je demandais, c'était le droit de donner mon opinion. »² Ces positions partent du principe de ne pas poser le problème de manière abstraite, mais concrète. Il n'y pas de solution immédiate. La position juste consiste à miser sur d'autres évolutions, les futures prises de conscience de notre classe sociale.

Ce sont donc des contradictions militantes, qui sont mises en lumière parce que nous nous posons les problèmes de ma-

nière dialectique. Mais elles reposent aussi sur une contradiction fondamentale. La bourgeoisie, qui est la classe sociale au pouvoir, organise la société à son profit. Mais cela inclut le fait qu'elle organise tout de même la société à travers son État. D'où tous les aspects contradictoires des mesures qu'elle prend. Et d'ailleurs, plus une société s'enfonce dans une crise, à tous les niveaux, plus la classe dominante est dans l'incapacité de résoudre

les problèmes pour le bien de tous. C'est son côté parasitaire qui l'emporte et qui justifie qu'une autre classe sociale doit prendre le pouvoir. Il en a été de même dans l'Ancien Régime entre noblesse et bourgeoisie.

NE PAS RAISONNER EN RÉFORMISTES

Un autre aspect de la question c'est que, si l'on prenait le contre-pied des mesures sanitaires du gouvernement par le détail, dans un sens positif ou négatif, cela reviendrait à dire: il faut faire ceci ou cela; cela voudrait dire raisonner en réformistes, en s'adaptant aux possibilités, y compris à celles du rapport de classes dominant. Ce n'est pas pour rien qu'un des courants socialistes en France à la fin du 19^e siècle était appelé « possibiliste ».

Même dans les domaines où n'intervient pas une compétence scientifique particulière, nous refusons de le faire. Aux dernières élections municipales, nous avons eu de nouveau à discuter avec tous ceux qui autour de nous auraient voulu que nous ayons un programme



¹ Léon Trotsky, *Programme de transition* suivi de *Discussions avec Léon Trotsky sur le Programme de transition*, 7 juin 1938, Les bons caractères, 2013, p 57.

² Trotsky, « Discussion avec les visiteurs américains du SWP », 12 juin 1940, in *Œuvres*, tome 24 p. 137, Publications de l'institut Léon Trotsky, 1987.

local. Prenons l'exemple du manque de logements : notre problème n'est pas tant de démontrer que l'État a les moyens d'en construire que de montrer que la société capitaliste est incapable d'en satisfaire les besoins, et qu'il faut prendre le pouvoir aux bourgeois. Il en est de même sur bien des sujets, les hôpitaux et le manque de lits, etc. Alors pourquoi là, soudain, nous mettrions-nous à le faire ?

Même en se plaçant dans l'hypothèse de ce que feraient des communistes révolutionnaires au pouvoir, nous ne ferions que nous poser le problème de manière abstraite. Dans quelles conditions la classe ouvrière accéderait-elle au pouvoir ? Voulez-vous raisonner dans les conditions actuelles, dans les conditions d'une prise de pouvoir, et à quel moment, ou dans un futur communiste ? Tout cela ne nous aide pas beaucoup. Le marxisme, au contraire, nous apprend à raisonner concrètement. En outre, dire ce qu'il faudrait faire aujourd'hui aboutirait à un catalogue de revendications, donc à du réformisme. Il faut au contraire, et plus encore en période de crise, dénoncer l'incapacité du système capitaliste à faire fonctionner la société dans l'intérêt des exploités, dire que la seule solution est d'arracher le pouvoir à la bourgeoisie. Et toute l'activité des révolutionnaires dans le syndicat doit elle aussi être basée sur cette démarche fondamentale.

SUR LA QUESTION DE LA DISCIPLINE

Reste l'idée que nous ne pourrions pas reprocher au gouvernement de chercher à établir une discipline, puisque des mesures sanitaires sont nécessaires. Mais une discipline s'établit le plus souvent sur des choses nécessaires, ou qui apparaissent comme telles. Prenons l'exemple de l'armée, qui

est l'archétype d'un organisme basé sur la discipline. Bien des mesures sont justifiées : l'hygiène, la propreté, valoriser la collectivité, etc. Ce qui ne va pas, c'est la finalité, car tout cela est fait pour que les soldats acceptent de se faire trouser la peau pour la patrie des bourgeois. En revanche, cette même discipline en Russie pour construire l'Armée rouge a pris une tout autre dimension. Là encore, c'est un raisonnement de classe qu'il faut faire : qui agit, et pour quels intérêts ?

Ce type de problème, les militants le connaissent dans les entreprises avec la sécurité. Les patrons se servent des mesures de sécurité pour imposer leur discipline, et parfois sanctionner ou même licencier. Cela, tous les militants le comprennent. Cela ne veut pas dire que nous nous moquons des mesures de sécurité, et nous avons à trouver la manière d'en discuter avec les travailleurs. Le problème se pose à nous notamment lorsque nous sommes délégués au CHSCT. Les DRH aimeraient bien nous transformer en agents de sécurité faisant la morale aux ouvriers, voire plus. Les militants ne tombent pas dans ce piège. Alors pourquoi le ferions-nous dans tout ce qui touche au Covid ?

Même si la totalité des mesures sanitaires du gouvernement étaient justifiées, ce qui est loin d'être le cas, cela ne changerait rien, au contraire même. Car cela renforcerait d'autant le pouvoir d'État. Nous sommes dans une société de classes, ce qui veut dire que tout ce qui renforce notre ennemi nous affaiblit par contrecoup.

Cette même division de la société en classes sociales fait qu'aucune mesure sanitaire ne peut être égalitaire. Toutes les mesures prises ont des répercussions bien différentes selon que l'on est un ouvrier ou que l'on fait partie des classes privi-

légiées. Porter un masque huit heures par jour sur les chaînes de production, ou être dans un bureau de directeur ; se trouver confinés nombreux dans un logement exigü, ou le vivre dans un appartement luxueux du 16^e arrondissement ; payer une amende de 135 euros pour un travailleur au minimum social, ou avec un salaire de plusieurs milliers d'euros : tout cela n'a pas les mêmes conséquences.

Sans compter le piège tendu par le gouvernement de nous amener à discuter du bien-fondé de chaque mesure sanitaire, pour nous détourner d'autres sujets. De nous opposer les uns aux autres, entre travailleurs, selon que l'on souhaite plus ou moins de confinement, de l'intérêt ou pas du port du masque, du couvre-feu, des amendes, des laissez-passer, etc. Tout cela nous mènerait dans une impasse et nous ferait passer à côté de l'essentiel, c'est-à-dire de l'utilisation de toutes ces mesures sur le plan politique, ce que ressentent parfaitement les travailleurs, et surtout de la crise économique du capitalisme, de la volonté des capitalistes et de leur gouvernement de la faire payer aux travailleurs. Il est plus honnête de dire que dans cette société capitaliste il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de réelles solutions, et qu'il faut que notre classe sociale prenne conscience le plus rapidement possible qu'elle porte l'avenir de l'humanité.

Trotsky, dans *La jeunesse de Lénine*, fait état d'une question sur laquelle le jeune Lénine s'est opposé à d'autres militants. En 1891 en Russie, une famine a touché la province de Samara, suivie d'une épidémie de choléra. L'État tsariste ne prenant aucune mesure, une partie de la petite bourgeoisie et de l'intelligentsia s'en est émue et s'est lancée au secours des paysans. Léon Tolstoï créa des réfectoires

(soupes populaires). Trotsky écrit, en résumant la position de Lénine : « *Les marxistes se prononçaient, non contre les secours aux affamés, mais contre certaines illusions selon lesquelles on aurait pu, avec la cuillère de la philanthropie, épuiser l'océan du besoin. Si un révolutionnaire occupe dans les comités légaux et réfectoires une place appartenant de droit à un membre des Zemstvos ou bien à un fonctionnaire, qui occupera la place de révolutionnaire dans l'action clandestine ?* »³ On peut constater que ce type de problème, et dans des conditions tout aussi dramatiques que celles que nous vivons, s'est déjà posé aux militants marxistes.

Alors, dans cette discussion sur les mesures sanitaires,



L'écrivain Léon Tolstoï organise le secours aux paysans affamés en 1891.

nous retrouvons tous ces pièges. Si l'on ne fait pas l'effort de bien comprendre comment le gouvernement utilise tout cet arsenal, comment il articule sa politique, nous ne pourrions

pas en discuter avec les travailleurs autour de nous, nous ne pourrions pas les aider à s'y retrouver.

2 mars 2021

³ Léon Trotsky, *La jeunesse de Lénine*, chapitre « L'année de la famine », Les bons caractères, 2004, p. 181.



La dette des pays riches, celle de la bourgeoisie

Vendredi 5 février, plus d'une centaine d'économistes ont signé une tribune publiée dans plusieurs journaux d'Europe, demandant aux États européens de passer un contrat avec la Banque centrale européenne (BCE). En échange de l'effacement des dettes publiques que la BCE détient, les États s'engageraient à investir les mêmes montants dans la «reconstruction écologique et sociale». Cette demande d'effacement de la dette est mise en avant par d'autres personnalités que ces économistes d'inspiration keynésienne. On retrouve parmi elles des politiciens de gauche comme Jean-Luc Mélenchon ou Arnaud Montebourg, tous les deux en lice pour la prochaine élection présidentielle.

Une partie de la droite traditionnelle, dont Guillaume Peltier, vice-président du parti Les Républicains, préconise de transformer la dette en une dette centenaire, qui serait remboursée à doses homéopathiques. Ce n'est pas loin de la « dette perpétuelle », qui ne serait jamais remboursée, préconisée par certains. D'autres, à l'UDI ou chez Les Républicains, reprennent la position gouvernementale : une dette, cela se rembourse, et discutent des modalités pour le faire. La question de la dette pourrait

bien occuper la scène politique des mois qui viennent et peut-être celle de la campagne présidentielle.

Alors qu'il y a un an encore les discours étaient à l'austérité, à la lutte contre les déficits au nom des générations futures, depuis février 2020 il n'y a plus de limites. La dette des pays riches s'est envolée comme rarement dans le passé. Les gouvernements des principaux pays impérialistes dépensent sans compter pour sauver le système capitaliste. Cet argent semble magique. Il répond au « quoi

qu'il en coûte » du président français. En France, le montant prévisionnel du déficit du seul budget de l'État pour 2020 était évalué en décembre 2019, avant la crise sanitaire, à 93 milliards d'euros. Après les diverses lois rectificatives permettant de financer les aides aux entreprises, il s'est finalement établi à 223 milliards. La dette publique totale (État, Sécurité sociale et collectivités locales), qui se maintenait depuis plusieurs années à 98 % du PIB, 2 380 milliards d'euros en 2019, devait atteindre 2 612 milliards

fin 2020. En octobre dernier, elle était estimée à 2 798 milliards, 120 % du PIB pour 2021. Aux États-Unis, le déficit public en 2020 – 3 300 milliards de dollars – est qualifié d'abysmal, faisant passer la dette de 80 % à 98 % du PIB. Cette hausse n'est pas finie, puisque Biden a annoncé dès sa prise de poste de nouvelles dépenses de soutien à l'économie de plusieurs milliers de milliards de dollars.

Aujourd'hui, dans les pays riches comme la France, l'Allemagne ou les États-Unis, il semble que le niveau d'endettement ne pose pas, ou pas encore, de problème à l'économie capitaliste. La raison de fond est à chercher dans la complète déconnexion entre la masse monétaire en circulation dans les circuits financiers et l'économie réelle, conséquence de la financiarisation et du parasitisme toujours grandissant de la grande bourgeoisie.

En 2019, avant la crise sanitaire, les besoins de financement de l'État français se montaient à 221 milliards d'euros, 128 milliards pour rembourser intérêts et capital des dettes passées, et 92 milliards pour financer le déficit du budget de l'État de l'année. La quasi-totalité des 221 milliards, 200 milliards pour être exact, a été trouvée sur les marchés financiers par l'émission d'obligations, des

titres de dette achetés en masse par des « investisseurs ». Ainsi, fin 2019, la dette d'État était-elle détenue par des investisseurs français à hauteur de 47,4 % et par des investisseurs non résidents à hauteur de 52,6 %, dont une partie significative située au sein de la zone euro. Ces « investisseurs » sont publics, des banques centrales ou des fonds souverains, et privés, des gestionnaires d'actifs, des banques, des compagnies d'assurance ou encore des fonds de pension.

LE PARASITISME DE LA BOURGEOISIE ET LA PRESSION DES MARCHÉS

En 2020, le déficit budgétaire a plus que doublé. Ce sont donc plus de 350 milliards d'euros que l'État français a trouvés sur les marchés financiers, empruntés auprès de la grande bourgeoisie, et cela sans aucune difficulté puisque les capitalistes se bousculent pour prêter cet argent. Ainsi, mardi 19 janvier, l'Agence France Trésor, qui place la dette de l'État sur les marchés, a levé 7 milliards d'euros empruntés sur une durée de 50 ans, un record. Le plus frappant est que l'AFT a reçu pour ces 7 milliards dix fois plus d'offres, 75 milliards, de la part de 430 investisseurs. Les fortunes colossales entre les mains de la grande bourgeoisie, des banques et des grandes entreprises cherchent à se placer. Et rien de mieux pour cela que d'acheter de la dette des États, des plus riches d'entre eux en tout cas, ceux dont le remboursement leur semble garanti. Cette garantie se matérialise depuis la crise de 2008 par les différents programmes de rachat de titres de dette que fait la Banque centrale européenne. Le programme en cours, spécial Covid, le Pandemic Emergency Purchase Programme, couvre une grande partie de la dette des pays européens. L'en-

veloppe qui lui est consacrée, originellement de 750 milliards d'euros, fut portée en juin 2020 à 1 350 milliards d'euros, et encore allongée de 500 milliards le 10 décembre. Cette intervention a calmé une petite tempête sur les marchés financiers au printemps 2020, puis a permis aux États de s'endetter à bas coût : la France se finance aujourd'hui à un taux d'intérêt à dix ans de - 0,3 %, l'Allemagne à - 0,6 %, l'Espagne et le Portugal sont juste au-dessus de 0 %, et l'Italie à 0,6 %. Depuis mars 2020, la BCE a acheté 71 % des obligations émises par les États européens, selon les calculs du Fonds monétaire international. La proportion était de 75 % pour le Japon, 57 % pour les États-Unis et 50 % pour le Royaume-Uni. Les économies de ces pays sont aujourd'hui sous perfusion, alimentées par l'argent des banques centrales. C'est aussi une manière de faire marcher la planche à billets. Les pays européens – c'est vrai aussi du Japon, du Royaume-Uni et des États-Unis – sont financés par leur banque centrale. Les économistes appellent cela du financement monétaire. Si l'on y ajoute son autre programme d'achat d'actifs, qui tourne au rythme mensuel de 20 milliards d'euros, la BCE a prévu de racheter les dettes publiques à hauteur de 2 400 milliards sur deux ans, jusqu'en 2022. À la source de l'argent magique, il y a donc la planche à billets de la BCE. Mais si celle-ci fournit 71 % de l'argent finalement prêté aux États européens, les 29 % restants, des centaines de milliards, le sont par la grande bourgeoisie, qui place dans la dette publique les capitaux dont elle ne sait que faire. Ce parasitisme de la classe capitaliste se mesure au travers d'un autre mécanisme. En décembre, la BCE a prolongé d'un an, jusqu'en juin 2022, l'accès des banques à des prêts à - 1 %. Celles-ci sont donc payées pour emprunter auprès de la BCE des



L'élection présidentielle en vue, Montebourg et Mélenchon, entre autres, évoquent l'annulation de la dette.



sommes qu'elles prêtent aux entreprises à un taux d'environ 1,5 %.

Début février, les responsables de la BCE et de la Banque de France ont multiplié les interventions pour affirmer qu'il n'était pas question de ne pas rembourser la dette. Prétendre le contraire serait irresponsable, a martelé de son côté Bruno Le Maire. L'annulation de la dette Covid-19 est inenvisageable et serait « une violation du traité européen qui interdit strictement le financement monétaire des États », a affirmé la présidente de la BCE, Christine Lagarde¹. Plus concrètement que les traités européens, l'une de leurs craintes est sans aucun doute que, si une telle idée prenait corps, la spéculation s'en mêle et fasse monter les taux d'intérêt, comme en 2011 pour la Grèce ou l'Italie. Une telle augmentation des taux serait problématique pour les États et la BCE. Le coût de la dette réside dans les intérêts qu'il faut payer, et certes les taux d'intérêt aujourd'hui sont plus que bas. Mais il faut aussi rembourser le capital. Or le remboursement du capital se fait par roulement : quand l'échéance arrive, les États empruntent sur le marché de quoi effectuer le paiement, mais ils le font aux conditions du marché du jour. Les taux d'intérêt sont très bas voire négatifs aujourd'hui, parce que la grande bourgeoisie croule sous les capitaux dont elle ne sait que faire, qu'elle place dans les titres de dette considérés comme des valeurs refuge, et parce que les banques centrales s'engagent à racheter les titres qui lui sont présentés. Ce sont ces taux d'intérêt si bas qui font dire à Patrick Artus que le débat sur l'annulation de la dette est stérile. Mais jusqu'à quand ? Au printemps, les taux



Pour Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne, annuler la dette est impensable.

d'intérêt ont subi une petite fièvre, certains repassant en positif jusqu'à fin mai. En 2011, ils se sont enflammés pendant plusieurs longs mois. Car, à la fin, ce sont les marchés qui contraignent la politique des banques centrales. Et c'est ce qui explique qu'un ancien banquier ait qualifié la question de l'annulation de la dette de hautement inflammable²... Dans cette économie complètement irrationnelle, tout marche sur la confiance, ou plutôt l'absence de confiance, et en particulier la spéculation, qui sait profiter de la moindre faille.

Ils se demandent aussi ce qu'il se passerait si l'inflation revenait, à la faveur d'une reprise économique, même temporaire. Ceux qui la souhaitent y voient le moyen pour faire fondre la dette. Ce ne serait pas la seule conséquence. Outre l'amputation des revenus des couches populaires, les taux d'intérêt pratiqués sur les marchés remonteraient inexorablement, ruinant ceux qui possèdent de la dette contractée à taux zéro. Les banques centrales seraient contraintes de remonter les leurs, de cesser de recourir à la planche à billets. Cela ne serait pas sans conséquence pour les États et les conditions dans les-

quelles ils emprunteraient. À cette menace, les économistes favorables à l'annulation de la dette répondent que le risque aujourd'hui n'est pas l'inflation, mais la déflation, la baisse des prix, qui pourrait entraîner la société capitaliste dans un marasme identique à celui des années 1930, la baisse des prix et celle des salaires se conjuguant dans une spirale dépressive, provoquant cessation d'activités et chômage. Pour eux, on peut continuer à inonder les marchés financiers, de toute façon, cet argent reste dans les circuits financiers, ne redescend pas dans la sphère productive et ne peut donc pas provoquer d'inflation. Ils soulignent ainsi à leur manière le parasitisme complet du système. Ils affirment que la perspective du remboursement des dettes contractées pour gérer la crise sanitaire va aggraver les tendances déflationnistes. Mais, pour eux, des solutions existent³ : il faut annuler les dettes, donner de l'argent à la population (la « monnaie hélicoptère », métaphore d'économistes évoquant de l'argent largué depuis le ciel) pour qu'elle le dépense, et financer directement les États par la banque centrale.

SE POSITIONNER SUR UN TERRAIN DE CLASSE

Les adversaires comme les partisans de l'annulation de la dette cherchent des solutions pour sauver le capitalisme. Ni les uns ni les autres ne se positionnent sur le terrain des intérêts de classe des travailleurs. L'annulation de la dette donnerait sans aucun doute des marges de manœuvre aux États capitalistes, mais pour quelle politique ? Chacun de ces États répond aux intérêts de sa bourgeoisie. Ce que la finance ne capterait plus par le biais des intérêts, elle le capterait davantage par d'autres voies, qu'elle utilise déjà actuellement. Si les intérêts représentent quelques dizaines de milliards d'euros par an pour un État comme la France, les commandes d'armes, les commandes d'État en infrastructures et autres marchés publics, les exonérations d'impôts de toutes sortes, représentent d'autres dizaines de milliards. La véritable question est de savoir qui commande, quels intérêts défend l'État. L'annulation de la dette des États ne signifierait pas non plus que ceux-ci s'engageraient dans une « reconstruction écologique et sociale » si cela ne correspond pas aux intérêts des

capitalistes et si tant est que ce soit une solution pour l'humanité, car une telle perspective peut aisément se traduire en marchés lucratifs pour les entreprises capitalistes qui savent déjà verdier leurs productions et leurs profits.

Il reste que cette dette n'est pas celle des travailleurs. C'est au travers de ces centaines de milliards d'euros ou de dollars versés dans l'économie que la bourgeoisie a maintenu voire accru ses fortunes en temps de crise. Le PIB a chuté partout sur la planète, dans des proportions jamais vues depuis longtemps, mais les fortunes des plus riches ont grossi. En réalité, les centaines de milliards sortis des planches à billets étatiques sont allés directement dans les circuits financiers pour soutenir les fortunes des capitalistes, alimenter la guerre qu'ils se font à coups de fusions-acquisitions, maintenir les dividendes versés pendant que les salaires sont amputés du chômage partiel et payés par l'État. Cette dette est celle de la bourgeoisie. C'est à elle de la payer. Il serait légitime pour les travailleurs de refuser de la payer. D'autant plus qu'elle sera l'un des arguments politiques des gouvernements pour pratiquer l'austérité une fois le gros

de la tempête passé. Déjà, le gouvernement a remis sur la place publique la question des retraites. La réforme du chômage a été différée, mais elle est pour dans quelques mois. Les cures d'austérité dans les hôpitaux sont à peine suspendues le temps de la crise sanitaire et reprendront de plus belle dès que possible, ainsi qu'on a pu le voir entre deux confinements. Cependant refuser de payer la dette ne peut pas suffire : encore une fois, cela ne règle pas la question de l'organisation de la société et du pouvoir. Les États, tant qu'ils seront les instruments de la domination de la bourgeoisie, imposeront ses intérêts de classe, par un biais ou par un autre. Marx écrivait dans *Le Capital* : « La dette publique, en d'autres termes l'aliénation de l'État, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste. » Les capitalistes et leurs représentants y reviendront toujours. C'est une question de pouvoir, et c'est en donnant pour perspective le renversement du pouvoir de la bourgeoisie, en construisant leur, que les travailleurs pourront liquider définitivement le passé capitaliste et ses dettes.

Le 23 février 2021

1 Journal du dimanche du 7 février 2021.
2 Jean-Michel Naulot, *Le Monde* du 11 février 2021.
3 Jézabel Couppey-Soubeyran, *Le Monde* du 31 janvier 2021.





Mémorial du nègre marron, Sainte-Anne, Guadeloupe.

Esclavage : la question des réparations

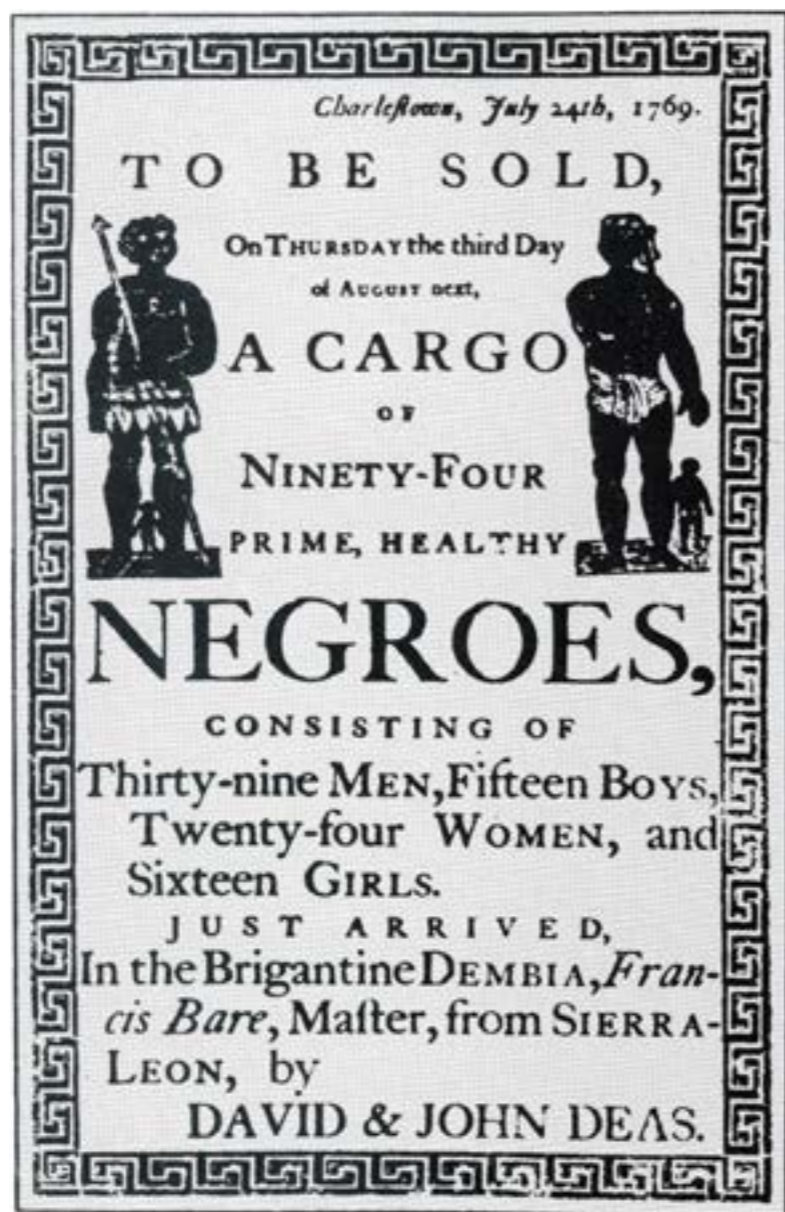
Nous publions ci-dessous un texte du groupe communiste révolutionnaire Combat ouvrier (Union communiste internationaliste), qui milite en Guadeloupe et Martinique.

La revendication de réparations pour la traite et l'esclavage des Noirs du 17^e au 19^e siècle revient depuis plusieurs années. Elle est portée par certaines associations dans l'Hexagone, par des organisations indépendantistes aux Antilles, par certains États d'Afrique et de la Caraïbe.

«Le capitalisme est venu au monde en suant le sang et la boue par tous les pores», disait Marx relatant les crimes de l'accumulation primitive du capital et le «trafic de chair humaine».

Crimes et pillages lors des croisades, mise en esclavage et extermination des Indiens d'Amérique latine, mise en esclavage de plus de 15 millions d'Africains déportés aux Amériques, travail des petits enfants en Europe, lois sur le vagabondage, travail forcé, journées de 16 à 18 heures de travail quotidien dans les premières manufactures et usines d'Europe : c'est par le vol, la rapine, l'exploitation féroce d'êtres humains à travers le monde entier que s'est produite l'accumulation originelle du capital de l'actuelle classe exploiteuse, la bourgeoisie.

Pour nous, communistes révolutionnaires, seule la destruction de la société capitaliste par la révolution sociale permettra de récupérer



Annnonce d'une vente d'esclaves à Charleston (Caroline du Sud) en 1769. «À vendre, jeudi 3 août prochain, une cargaison de 94 nègres de premier choix et en bonne santé...».

toutes les richesses créées par les exploités du monde, pour en faire profiter l'ensemble de la société et non plus une minorité de possédants. C'est l'instauration d'une société socialiste sans classes sociales, sans exploitation de l'homme par l'homme, qui permettra de sortir de cette barbarie.

Mais qui sont ceux qui réclament aujourd'hui des réparations dans le cadre de la société actuelle ? Et que veulent-ils ?

LES ORGANISATIONS ET LES ÉTATS QUI REVENDIQUENT LES RÉPARATIONS, ET LEURS ACTIONS

Depuis des années, en France, le CRAN (Conseil représentatif des associations noires), le MIR (Mouvement international pour les réparations), entre autres, revendiquent des réparations. L'assignation en justice de l'État français par le MIR et le Conseil mondial de la diaspora panafricaine en 2005 n'a pas abouti. La plainte est maintenant déposée à la Cour européenne de justice, qui l'a jugée recevable. Les plaignants y voient déjà un progrès de l'action juridique.

Treize États du Caricom (Caribbean Common Market, Marché commun des Caraïbes), les ex-colonies britanniques de la Caraïbe, ont décidé d'engager une procédure devant l'ONU contre l'Angleterre, la France et les Pays-Bas. Jusqu'à présent, la France et les ex-puissances esclavagistes refusent les indemnités financières. Aux Antilles françaises, de jeunes activistes organisent depuis plusieurs mois des actions d'éclat. En Martinique, avec le drapeau des nationalistes aux trois couleurs, rouge, vert et noir. D'où leur surnom «les rouge-vert-noir». Ils bloquent les supermarchés des Békés, détruisent des statues rappelant l'esclavage et le colonialisme. Ils réclament des réparations.

D'autres organisations le font aussi. Il s'agit en Guadeloupe du CIPN (Comité international des peuples noirs), du FKNG (Fos pou konstwi nasyon Gwadeloup – Une force pour bâtir la nation Guadeloupe), dont le dirigeant est le leader nationaliste Luc Reinette, du MIR-Guadeloupe; en Martinique du Modemas (Mouvement des démocrates et écologistes pour une Martinique souveraine) et du MIR-Martinique, avec notamment le leader indépendantiste martiniquais Garcin Malsa.

En novembre 2013, devant le tribunal de Fort-de-France (capitale de l'ex-colonie de Martinique en Caraïbe, aujourd'hui Collectivité territoriale de Martinique, CTM), ces mêmes organisations et 64 personnes descendant d'esclaves réclamaient à l'État français une provision de 200 milliards d'euros de dédommagement.



«Le contremaître Artayou Carrier m'a fouetté. À la suite de cette flagellation, j'ai eu des escarres pendant deux mois. (...) Ce sont les propres paroles du pauvre Peter alors qu'il posait pour la photo.» (2 avril 1863, Bâton-Rouge, Louisiane, États-Unis).

Le 13 février 2014, à l'initiative du MIR, du CIPN et du FKNG, s'étaient déroulées en

Guadeloupe, avec le concours de la commune du Lamentin, les Rencontres caribéennes autour du thème «Les réparations : quelles retombées politiques, économiques et sociales pour les Afro-descendants ?» Avoient répondu à l'invitation des représentants de plusieurs pays tels que la Jamaïque, la Dominique, la Barbade, la République d'Haïti, Trinidad, la Guyane, la Martinique, les États-Unis, le Brésil ainsi que des pays africains.

RÉPARATIONS ET NATIONALISME

Pour l'instant, les grandes puissances occidentales font la sourde oreille. Mais, dans le cas même où des réparations seraient accordées, quelle serait leur destination ? Elles permettraient surtout de garnir le budget des États de la Caraïbe et d'Afrique qui les réclament, quitte à être récupérées au passage par les dirigeants pour eux-mêmes. Quand on connaît le degré de corruption de la classe politique dirigeante en Haïti et en Afrique, c'est une quasi-évidence. Déjà, la misérable aide internationale accordée chichement à ces États est allègrement détournée par cette classe politique, avec la complicité des grandes puissances. Pendant ce temps, la classe ouvrière, les couches populaires et pauvres vivent une misère atroce.

En Guadeloupe et en Martinique, les nationalistes espèrent, en cas de réparations, une somme conséquente qui alimenterait le budget d'un éventuel futur État indépendant.

En aucun cas, dans des États sous régime capitaliste, ces réparations ne seraient directement versées aux exploités noirs, aux Noirs pauvres. Pour l'instant, la revendication des réparations demeure une antienne qui permet aux organi-

sations nationalistes d'entretenir leurs militants sur le plan idéologique et de leur fournir un objectif.

CAPITALISME ET ESCLAVAGE

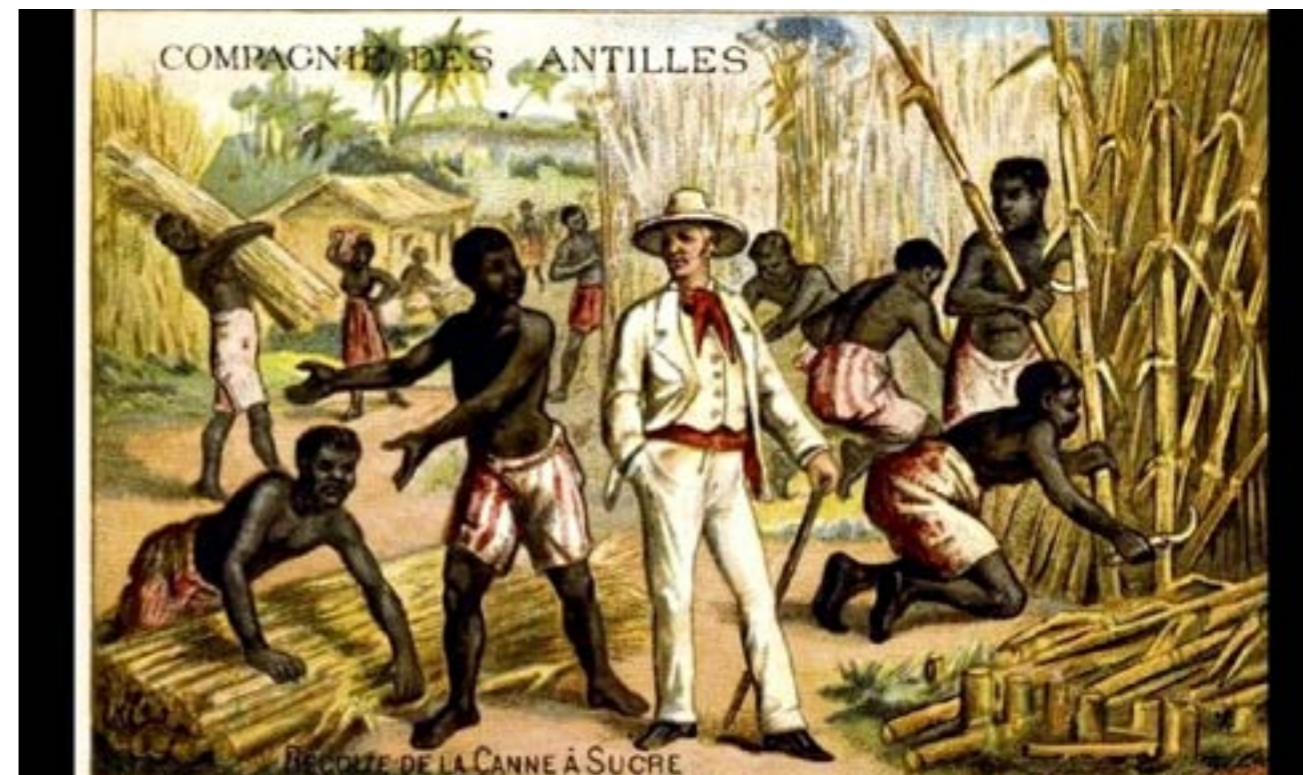
La presse, après les émeutes qui ont suivi l'assassinat de George Floyd, a révélé ou rappelé l'origine esclavagiste de certaines grandes firmes ou sociétés ayant pignon sur rue. Ainsi, l'assureur français AXA est issu de plusieurs sociétés d'assurance, dont la plus ancienne, la Compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie de Paris, date de 1816. Son fondateur, Jacob du Pan, avait fait fortune à Saint-Domingue, la grande colonie sucrière française, devenue indépendante en

1804 sous le nom de République d'Haïti. Autre exemple, Marie Brizard fut d'abord, au milieu du 18e siècle, une liqueur bordelaise échangée en Afrique de l'Ouest contre des esclaves. Et LVMH, leader mondial du luxe, possède la maison de cognac Hennessy, qui fit également des affaires dans le commerce colonial. Les marchands qui fondèrent en 1800 la Banque de France, alors une banque privée adossée à l'État, avaient également fait fortune dans les colonies. Un des principaux actionnaires de cette banque n'était autre que Napoléon Bonaparte, qui vivait des revenus des plantations esclavagistes possédées en Martinique par son épouse, Joséphine de Beauharnais. Alors que l'esclavage et la traite avaient été abolis en 1794 pendant la Révolu-

tion, Napoléon les rétablit en 1802, l'affaire étant bien trop lucrative. L'esclavage perdura jusqu'en 1848 dans les colonies françaises.

En Grande-Bretagne, à la suite de la publication récente de recherches, les banques Barclays et HSBC ainsi que le groupe d'assurances Lloyd's ont dû reconnaître qu'une partie de leurs fondateurs ou anciens administrateurs avaient bénéficié des riches retombées financières de la traite des Noirs et de l'esclavage. D'autres sociétés aussi prospères, comme le brasseur Greene King, la Royal Bank of Scotland, la banque d'Angleterre, dont les gouverneurs et directeurs fondateurs possédaient des plantations, ont commencé à prospérer sur la manne procurée par l'esclavage. Pour ne pas risquer d'être boycottées par des associations antiracistes, plusieurs de ces sociétés viennent de formuler des excuses. Les exemples d'enrichissement sur la traite et l'esclavage foisonnent. L'historien trinidadien Eric Williams (1911-1981), dans son ouvrage *Capitalisme et esclavage* (1944), en cite de très nombreux. Il explique notamment comment le commerce des chaînes d'esclaves, produites par l'industrie britannique naissante, avantagea les maîtres de forge.

Aux Antilles, si tous les Blancs locaux ne sont pas riches, les plus riches se trouvent parmi ces Blancs issus des vieilles familles esclavagistes du passé. Ce sont les Békés, appellation provenant probablement de la langue Igbo du Nigeria signifiant « Blancs » ou de « M'Béké » de la langue ashanti signifiant « ceux qui détiennent le pouvoir ». Ces familles riches ont tiré leur fortune originelle de l'exploitation des esclaves dans les plantations de canne à sucre et les distilleries de rhum. Aujourd'hui, elles possèdent une grande partie des plantations de bananes, surtout en



Publicité de la Compagnie des Antilles, du temps de l'esclavage (avant 1848).



Monument en hommage à Delgrès, mort à Matouba (Guadeloupe) le 28 mai 1802, avec 300 compagnons, à l'issue d'une révolte contre le rétablissement de l'esclavage par Napoléon Bonaparte (Fort-Delgrès, Basse-Terre).



Les ouvriers agricoles de l'habitation Bamaryl du François, en grève en novembre 2020, en soutien à deux salariés, pour l'amélioration des conditions de travail et les jours de congé non pris en compte, dans les plantations de banane.

Martinique, et des parts importantes dans les groupes de la grande distribution, comme Carrefour. L'exemple le plus édifiant est celui de Bernard Hayot, qui détient aujourd'hui la plus grande fortune des Antilles et figure dans le top 500 des fortunes de France. Le GBH (Groupe Bernard Hayot), c'est Carrefour, M. Bricolage, Deca-

thlon, Euromarché, Renault, Y. Rocher et d'autres aux Antilles et dans le monde. Une série de familles blanches, riches ou aisées, comme les Huyghues Despointes, Fabre, de Reynal, Vivies, Loret, Aubéry, Assier de Pompignan, Damoiseau, s'ajoute à cette liste de descendants de propriétaires d'esclaves. À La Réunion, ce sont

par exemple les familles Barau, de Chateauvieux, Isautier, les « gros Blancs » correspondant aux Békés des Antilles.

Ces familles et ces grandes sociétés européennes sont donc économiquement issues d'une accumulation primitive de capital dont la traite et l'esclavage furent l'une des sources crimi-

nelles. Elles furent en partie à l'origine de la fondation du capitalisme international.

Le comble est que l'abolition de l'esclavage s'est accompagnée d'indemnités des anciens propriétaires d'esclaves par les puissances esclavagistes pour la perte de leurs esclaves.

Le 17 avril 1825, une ordonnance du roi de France, Charles X, imposait à Haïti, alors dirigé par Boyer, de payer des réparations aux colons privés de leurs esclaves après l'indépendance. Il envoya une flotte de 14 navires pour menacer l'État haïtien d'une nouvelle guerre en cas de non-paiement. Exsangue après sa guerre victorieuse contre les troupes françaises, l'État haïtien se vit réclamer 150 millions de francs-or, ramenés à 90 millions quelques années après. Cette somme correspondrait aujourd'hui à environ 25 milliards d'euros. Elle dut être empruntée à des banques françaises et américaines, auxquelles il fallut rembourser capital et intérêts, et constitua un terrible fardeau pour Haïti jusqu'en 1947. C'est une des causes de l'extrême pauvreté de ce pays aujourd'hui.

Dans le sillage de la révolution de février 1848 en France, des luttes des esclaves des Antilles et des manifestations des ouvriers parisiens, la Commission pour l'abolition de l'esclavage fut créée le 4 mars 1848 et présidée par Victor Schœlcher. Le décret d'abolition est signé le 27 avril 1848 par le gouvernement provisoire.

La commission proposa l'indemnité des propriétaires d'esclaves et le 30 avril 1849, en France, l'Assemblée nationale vota la loi d'indemnité des colons ex-propriétaires d'esclaves des Antilles-Guyane, de La Réunion et du Sénégal pour la « perte » de 247 810 esclaves. Selon l'historien Claude Ribbe, la somme de 123 784 426 francs (comparable en valeur relative

à l'indemnité qu'ont dû verser les Haïtiens) leur fut versée. Elle équivaldrait à 4,4 milliards d'euros aujourd'hui. Des décrets vinrent répartir les sommes entre les territoires concernés. Les esclavagistes de La Réunion reçurent 711 F par esclave (pour 60 651 esclaves), ceux de Guyane 624 F (12 525 esclaves), ceux de Guadeloupe 469 F (87 087 esclaves), ceux de Martinique 425 F (74 447 esclaves), ceux du Sénégal 225 F (9 800 esclaves), ceux de Nossi-Bé et Sainte-Marie (Madagascar) 69 F (3 300 esclaves). À La Réunion, Marie-Hermeline Million des Marquets reçut, pour 121 esclaves affranchis, 86 031 F, l'équivalent de 3 millions d'euros.

1,4 million d'esclaves africains au moins ont été déportés par les armateurs français des grands ports comme Nantes, Bordeaux, La Rochelle, Le Havre et Honfleur, vers les colonies françaises des Antilles. Environ 150 000 furent déportés à La Réunion.

3,4 millions d'esclaves ont été déportés par les négriers de Grande-Bretagne jusqu'aux colonies sucrières des Antilles, en Guyane britannique et à l'île Maurice. Lors de l'abolition de l'esclavage dans les colonies britanniques, en 1833, quelque 20 millions de livres sterling de l'époque (120 milliards d'euros d'aujourd'hui), soit 40 % du budget de l'État,

furent versés en indemnités aux propriétaires d'esclaves. Ces sommes furent à l'origine de nombreuses fortunes dans la banque, l'industrie, les chemins de fer, l'assurance, des fortunes parfois toujours bien présentes aujourd'hui.

DES BANQUES CRÉÉES AVEC LES REVENUS DES ESCLAVAGISTES

Un pourcentage des indemnités versées aux ex-propriétaires d'esclaves aura servi à créer les banques de Guadeloupe, de Martinique et de La Réunion en 1851 et 1853, au profit des mêmes ex-possédants d'esclaves. L'article 7 de la loi des 19 janvier, 23 et 30 avril 1849 avait en effet prévu que, sur la rente accordée aux esclavagistes, le huitième de la portion afférente aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de La Réunion serait prélevé pour servir à l'établissement d'une banque de prêt et d'escompte dans chacune de ces colonies.

Ces banques émettaient elles-mêmes des billets jusqu'en 1944, et ont continué à le faire jusqu'en 1952 sous le contrôle de la Caisse centrale de la France d'outre-mer, ancêtre de l'actuelle Agence française de développement (AFD).

En 1967 la banque de la Martinique et celle de la Guade-

loupe ont fusionné pour créer la Banque des Antilles françaises (BDAF), qui appartient comme la Banque de La Réunion au Groupe BPCE (Banque populaire Caisse d'épargne). En 1980, le Crédit lyonnais devint l'actionnaire principal de la BDAF.

Depuis septembre 2015, la BDAF, tout comme la banque de La Réunion, est filiale à 100 % de la caisse d'épargne CEPAC (Caisse d'épargne Provence Alpes Corse), qui est aussi maintenant une banque en ligne.

LA RÉPARATION VÉRITABLE : LA RÉVOLUTION SOCIALISTE MONDIALE

Aujourd'hui, les pauvres les mieux placés pour renverser ce système sont les esclaves salariés, les travailleurs. Car ils sont au cœur même de la machine capitaliste : les usines, les entreprises. Ils produisent tout. Ils forment, par leur travail et leur nombre, une force potentielle considérable. L'exploitation de leur force de travail permet aux capitalistes de réaliser des profits fabuleux. En expropriant la bourgeoisie, en collectivisant la propriété privée des moyens de production, les travailleurs en feront bénéficier l'ensemble des classes populaires et pauvres.

Le capitalisme, on l'a vu, est né en réduisant en esclavage des millions d'hommes africains. Mais il s'est aussi constitué sur l'exploitation, la sueur, le sang de millions d'hommes, de femmes et d'enfants d'Europe, de tous les pays, sur plusieurs siècles.

La dette des États impérialistes pour l'esclavage des Noirs est incommensurable. Ni les 200 milliards ni tous les milliards ne feront le compte.

À plus forte raison est incommensurable la dette des pays riches et de la bourgeoisie à l'égard des milliards d'exploités de tous les pays et de toutes les couleurs.

La réparation véritable viendra de l'expropriation générale au profit des exploités des richesses accumulées par le capitalisme, sur l'esclavage et sur l'oppression effroyable des peuples et des classes pauvres de la planète.

Seule la destruction du système capitaliste le permettra. Et elle ne peut être que mondiale. La récupération des richesses par les Noirs pauvres de tous les pays est donc indissociable de la lutte de tous les autres opprimés de la terre.

C'est dans cette seule voie que les descendants des esclaves noirs trouveront leur part. Mais ils ne le pourront qu'à l'issue de la révolution victorieuse de tous les exploités. Il ne pourra y avoir d'émancipation véritable des peuples noirs en dehors de celle de tous les peuples et classes dominés. Ce n'est pas un vœu pieux mais une nécessité, une nécessité politique et économique objective, un impératif historique. Il n'y aura jamais d'autre alternative. Ce sera le socialisme mondial ou la barbarie !

Les succès révolutionnaires ne pourront être assurés que si le prolétariat parvient à produire en son sein des partis

révolutionnaires communistes.

Les luttes étant contagieuses, à un certain niveau de leur développement elles prennent un caractère international offrant des perspectives supérieures aux travailleurs du monde.

La classe ouvrière est la seule classe potentiellement révolutionnaire par sa place dans la production capitaliste. Elle offrira une perspective à toutes les classes populaires dominées et opprimées, y compris sur le terrain national ou racial. C'est elle qui changera le monde, quel que soit le rythme auquel elle le fera.

Il sera alors possible d'engager la société humaine dans la voie que les travailleurs russes, avec le Parti bolchevique et ses dirigeants, Lénine et Trotsky, avaient ouverte il y a 103 ans, quand ils avaient détruit l'État féodal et capitaliste et érigé pendant six ans un État ouvrier conçu comme première étape de la révolution mondiale.

Seule cette voie permettra de sortir de la barbarie du système capitaliste. L'étroitesse de l'idéologie nationaliste ne peut offrir cette perspective. Elle a déjà conduit à bien des impasses et ne peut que mener dans le mur.

« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire des luttes de classes », ont écrit Karl Marx et Friedrich Engels. Il n'y a pas d'autre voie que cette lutte de classe menée jusqu'à son terme, la révolution prolétarienne, puis la construction d'une société mondiale sans classe, la société socialiste.

2 mars 2021





La situation aux États-Unis

Cet article est la traduction d'un texte d'orientation du groupe trotskyste des États-Unis *The Spark*, paru dans le numéro 107 (mars-avril 2021) de la revue *Class Struggle*.

**COVID-19:
UNE CATASTROPHE
SANITAIRE AUX RACINES
ÉCONOMIQUES, SOCIALES
ET POLITIQUES**

Dans le pays qui se vante aujourd'hui de posséder 19 des 25 plus grands instituts de recherche biomédicale au monde, et de dépenser en soins médicaux plus d'argent par habitant que tout autre pays au monde, un virus mortel inconnu jusqu'alors mais pas inattendu a conduit à une catastrophe humaine au-delà de tout ce qui a été vu aux États-Unis depuis au moins 100 ans.

Le 3 novembre (jour des élections), le Covid-19, c'est-à-dire la maladie causée par le nouveau coronavirus, avait touché tous les comtés de la zone continentale des États-Unis, sauf un. Il s'était propagé à partir des côtes ouest et est, où le virus avait fait son apparition, et à partir des villes, qui semblaient offrir un terrain fertile à sa propagation. Les États du Midwest à faible densité de population, comme les Dakota du Nord et du Sud, présentaient des taux d'infection par habitant plus élevés que les États plus peuplés; et les zones rurales des États du Midwest et du Sud, des taux plus élevés que les grandes villes.

Au 20 janvier, jour de la passation de pouvoir entre les deux

présidents, plus de 24,3 millions de cas de Covid avaient été signalés, dont plus de 400 000 avaient été mortels. La prédiction d'un «hiver sombre» se vérifiait en temps réel. Il a fallu quatre mois et une semaine au virus pour faucher les 100 000 premières vies; trois mois et trois semaines pour les 100 000 suivantes; deux mois et trois semaines pour les 100 000 suivantes; mais seulement cinq semaines pour porter le total à 400 000. Des États qui semblaient auparavant maîtriser la propagation de la maladie, comme la Californie, l'Arizona, la Caroline du Sud, les États de Rhode Island et de New York, se sont retrouvés pris dans une nouvelle spirale d'infections qui a dépassé en vigueur les poussées précédentes, peut-être parce que le sud de la Californie a été le terrain d'une nouvelle

mutation plus contagieuse.

Le désastre médical chaque jour plus dramatique a révélé et également exacerbé la répartition scandaleusement disproportionnée de la richesse dans la société américaine. Selon votre classe sociale, vous aviez plus ou moins de chances de contracter le Covid, de recevoir des soins de bonne ou de mauvaise qualité, voire pas de soins du tout, de vous en sortir ou d'y laisser votre peau. Toutes les inégalités de la société américaine ont été mises à nu dans les statistiques liées au Covid: les Noirs sont plus souvent victimes que les Blancs; les migrants plus que les natifs; les ouvriers du rang plus que les grands directeurs; les employés du tertiaire plus souvent que les cadres supérieurs et professions libérales. Lorsque le virus a fait rage pour la pre-



En octobre 2020, des soignants d'un centre médical de Santa Monica (Californie) manifestent pour du matériel de protection contre le Covid-19.

mière fois dans la ville de New York, ses quartiers les plus riches se sont vidés, les habitants les plus aisés prenant le large pour une longue escapade à la campagne; d'autres personnes, considérées comme essentielles au fonctionnement quotidien de la société, ont été poussées à monter «au front», avec le risque de contracter la maladie, ce qui est arrivé à un grand nombre d'entre elles au cours des premiers mois.

Le système de santé public américain, et avec lui la haute bureaucratie d'État, s'est révélé incapable de faire face à la propagation rapide du virus. Aujourd'hui encore, plus d'un an après que les premières personnes sont tombées gravement malades, il n'a toujours pas réussi à organiser la fourniture des équipements de protection de base nécessaires au personnel médical travaillant auprès des patients Covid, encore moins à distribuer des masques à la population, comme cela devrait se faire. Il n'a ni organisé ni fourni les moyens de dépistage et de traçage, moyens essentiels pour limiter la propagation de la maladie. Il n'a toujours pas commencé à organiser une étude nationale unifiée sur la manière dont le virus mute et évolue. Enfin, alors même que les nouveaux vaccins sont présentés comme la panacée qui nous tirera d'affaire, il n'y a pas eu de distribution clairement organisée de ces vaccins. Quand on a commencé à administrer les vaccins, au moins la moitié du personnel des maisons de retraite a refusé de se faire vacciner, ce qui en dit long sur le manque de confiance dans le système de santé, qui n'a pas donné à la population beaucoup de raisons de se sentir en confiance. Dans le même temps, le manque de clarté sur la distribution a conduit à des protestations, certains pestant contre le fait que des personnes avaient été vaccinées avant d'autres qui

étaient prioritaires. Des sites sont apparus sur Internet pour donner des conseils sur la façon de «remonter la file». Une intrusion informatique dans le système d'un grand établissement hospitalier du Michigan par un organisateur de faux rendez-vous a interrompu les vaccinations pendant toute une journée.

L'échec lamentable dans la lutte contre le virus témoigne non seulement de sa virulence, mais aussi du fait que les gouvernements successifs, tant au niveau fédéral qu'à celui des États, ont réduit à peu de charbon des services comme la santé publique afin de canaliser les fonds vers les coffres-forts d'une classe capitaliste rapace, qui depuis des décennies de crise de son économie a cherché par tous les moyens à protéger sa richesse. Cela a laissé le système public de santé, censé couvrir l'ensemble du pays et de sa population, dans un état de déliquescence avancée.

Sans aucun doute, le désastre a été aggravé par l'incompétence de l'administration Trump et les tares d'un président mégalomane qui méprisait la science et considérait toutes les questions sous l'angle «comment accroître mes chances de me faire réélire». Impossible d'oublier ses déclarations à ses supporters venus sans masque à ses meetings de campagne: le virus c'est comme un mauvais rhume, leur expliquait-il, quelques jours à tousser et à renifler et puis ça passe, sauf que bien des personnes qui l'ont écouté n'ont jamais guéri.

Mais le principal problème, à tous les niveaux, que ce soit celui de l'État fédéral, des États fédérés, des villes ou des comtés, n'était pas Trump. C'était la mise à sac du système de santé depuis des décennies en vue de nourrir les profits et la richesse privée de la classe des milliardaires. Sont à blâmer

parmi d'autres organes publics le CDC (Centre pour le contrôle et la prévention des maladies) et les NIH (Instituts nationaux de santé), qui ont versé des fonds à des entreprises à but lucratif alors même que les services publics en manquaient cruellement.

La pandémie elle-même est devenue le prétexte pour canaliser davantage d'argent vers un certain nombre d'entreprises favorisées. Des dizaines de millions de dollars ont été versés sur les comptes d'entreprises ayant vendu des respirateurs qui sont restés inutilisés, ne fonctionnant pas. En pleine catastrophe, des contrats de développement, de fabrication, de distribution et d'administration du vaccin ont été élaborés, non pas en retenant l'option capable de faire parvenir le plus rapidement un grand nombre de doses de vaccin auprès de la population, mais en vue de garantir d'énormes profits aux entreprises à qui les contrats étaient offerts. Les nouveaux vaccins sont effectivement le résultat de recherches effectuées dans des institutions financées par l'État au fil des ans. Mais les résultats de ces recherches ont été transférés, avec encore une louche de fonds publics, à des entreprises privées pour qu'elles en fassent usage à leur propre profit, y compris par le biais de la propriété des brevets et en obtenant par avance qu'elles ne seraient pas tenues pour responsables en cas d'effets secondaires graves. Les vaccins développés par Pfizer et Moderna étaient-ils les plus efficaces que ce mode de fonctionnement pouvait produire? Personne ne peut vraiment l'affirmer. Ce que l'on peut dire avec assurance, c'est que les vaccins qu'ils ont développés ont permis à Pfizer et Moderna de devancer toutes les entreprises engagées dans la course pour tirer profit d'un monde qui avait désespérément besoin de remèdes.

La santé publique n'est pas le seul service dévasté par la volonté du gouvernement d'alimenter les profits. Routes, transports en commun, voies navigables, barrages, canalisations, lutte contre les incendies, bureaux de poste, etc. : tous les services publics ont été paralysés. Il en a été de même pour l'éducation nationale, le système de protection sociale, y compris les allocations chômage et les pensions d'invalidité, ainsi que pour les prisons et ce que l'on appelle la justice. Même les bureaux responsables de la conduite des élections, le summum de cette société dite démocratique, étaient privés des fonds dont ils avaient besoin pour organiser des élections sécurisées alors que le virus circulait librement. Les retraites versées par la sécurité sociale ont régressé chaque année par rapport au coût réel de la vie des seniors. Les économies imposées dans chacun de ces secteurs ont été des sources de profit canalisées par les gouvernements successifs vers les mains avides de la classe capitaliste.

La santé publique ne se démarque de cette dynamique générale que parce que, dans le contexte de la pandémie, sa dégradation est la plus flagrante, une dégradation véritablement criminelle.

Pour stopper la propagation du virus, les pouvoirs publics à tous les niveaux de l'appareil d'État ont eu recours à des moyens dignes du Moyen Âge : essentiellement, la mise à l'arrêt de la vie sociale et l'effondrement de l'économie. Pour une part très importante de la population active, l'emploi a été brutalement supprimé ou fortement réduit, temporairement ou définitivement. Les petites entreprises familiales ont été durement touchées, soit parce qu'elles ont été fermées par décret, soit parce que leur clientèle a disparu. Chaque État



Lors des dernières élections, le 3 novembre dernier, en Californie, la proposition 15, une taxe sur les propriétés commerciales et industrielles pour financer l'éducation et les services publics locaux, a été rejetée.

a plus ou moins fait cesser une grande partie des contacts sociaux ordinaires, que ce soit lors de funérailles ou à la taverne du coin. Les voyages ont été interrompus. Les écoles publiques étaient pour la plupart fermées, les cours se faisant en ligne, dans un pays où 15 millions d'écoliers vivent dans des foyers sans Wi-Fi. Les garderies ont été fermées. Les personnes âgées vivant dans des Ehpad ou des maisons de retraite ont été privées de visite, même de leurs plus proches parents, et de surcroît privées de contact entre elles.

Sauf dans les premières semaines, le confinement n'a pas entravé la capacité de la plupart des grandes entreprises à organiser leur activité économique et leur main-d'œuvre comme elles l'entendaient. Il n'a pas non plus affecté les activités spéculatives dans l'immobilier et sur les marchés boursiers. Au cours de l'année passée avec le Covid, la richesse des milliardaires du pays a augmenté de plus de mille milliards de dollars.

Le confinement a eu un coût humain terrible : les anciens ont vécu ou sont morts seuls, coupés de leur famille et de leurs amis ; les enfants ont été retardés non seulement dans

leur développement scolaire, mais aussi dans leur développement social, leurs compétences parascolaires et peut-être, pour les plus jeunes, même dans le développement de leur système immunitaire ; les femmes ont été contraintes de quitter le marché du travail, pour ne pas laisser leurs jeunes enfants seuls ; d'autres femmes ont été forcées de devenir enseignantes, éducatrices et professionnelles de la saisie de données, tout cela à la fois, tout cela à la maison. Les travailleurs dans toutes les industries ont été confrontés au choix de ne plus aller travailler pour protéger leur vie, au risque de perdre leur emploi, ou de continuer à aller au travail, au risque de contracter le Covid, peut-être de perdre la vie ou de transmettre le virus à leur famille. La pauvreté a augmenté rapidement, tout comme le manque de nourriture. Et, du fait du confinement, la violence domestique et les meurtres ont augmenté.

Tout cela est dérisoire par rapport à ce que les populations d'un grand nombre de pays moins développés ont dû affronter dans un monde dominé par l'impérialisme. Au début de l'épidémie, des corps ont été empilés dans des camions

frigorifiques sur les parkings de New York ; à Guayaquil, en Équateur, ils ont été empilés dans les rues, à l'air libre. Les États-Unis tardent à administrer à la population les deux vaccins autorisés ; les populations brésilienne et indienne se retrouvent avec des vaccins moins protecteurs et moins sûrs, tandis que certains pays africains n'ont aucune perspective de vaccination du fait de l'emprise des laboratoires pharmaceutiques sur les brevets.

Néanmoins, dans ce pays qu'on dit le plus riche du monde, le confinement a entraîné une catastrophe que sa population n'aurait pas pu imaginer un an auparavant.

Elle se déroule dans un contexte lourd de menaces liées aux idées superstitieuses et religieuses. Certains ont continué de nier la réalité même du Covid, d'autres n'ont pris aucune précaution, s'en remettant à Dieu qui déciderait qui serait infecté ou non, qui devrait vivre ou mourir. D'autres encore étaient prêts à croire que le virus avait été fabriqué dans un laboratoire chinois, transporté par hélicoptère et pulvérisé sur la population. Ces idées saugrenues ont fleuri sur les réseaux sociaux. Certaines ont été mises en avant par Trump ou par des gouverneurs républicains, ce qui constituait un moyen commode de se laver les mains de toute responsabilité dans la catastrophe. D'autres idées du même acabit ont été prôchées à la messe le dimanche. Mais, d'où qu'elles soient venues, ces idées réactionnaires ont pu trouver un écho du fait d'un manque de connaissances

scientifiques dans les classes populaires, conséquence logique d'un manque persistant d'éducation de qualité pour le plus grand nombre.

Il faut ajouter que ces idées superstitieuses n'ont pas été sérieusement remises en cause par les autorités publiques de santé, dont les actions et les déclarations ont d'emblée créé de la confusion. Pour ne prendre qu'un exemple : fallait-il porter un masque ou non ? Au début, on nous a dit qu'il n'était pas nécessaire, au lieu de nous dire la vérité sur le fait qu'il n'y en avait tout simplement pas en stock. Puis, il fallait porter un masque pour se protéger les autres ? Ou les deux ? Les consignes contradictoires se basaient moins sur les nouvelles données et avancées scientifiques que sur ce que les autorités scientifiques estimaient être ponctuellement le plus efficace pour persuader la population de faire ce qui était « pour son bien », à la manière méprisante et détestable des « experts ».

Et que dire des consignes du CDC qui exhortait la population à ne pas emmener les petits-enfants chez Mamie pour les fêtes de Thanksgiving, alors que des politiciens et d'autres responsables bien connus de la santé publique ainsi que des dirigeants de grandes entreprises ont rendu visite à leurs familles ! Trump s'est rendu à Mar-a-Lago en Floride avec toute sa coterie. Pire, les grandes entreprises ont continué de tourner au maximum de leur capacité, les ouvriers se trouvant au contact de bien

plus de personnes qu'en famille, pendant plus longtemps, entassés les uns sur les autres. Mais non, c'était la visite chez Mamie qui était la chose à ne pas faire ! La population n'apprécie ni le « deux poids deux mesures » ni les insinuations selon lesquelles les réunions familiales seraient la cause de la crise sanitaire. Alors, il n'y a rien d'étonnant à ce que la population n'ait guère écouté les conseils des autorités de santé, même si en retour cela a pu avoir de graves conséquences pour elle.

La grande méfiance manifestée envers la santé publique et les autorités sanitaires ne peut pas être imputée aux seules théories du complot et aux réseaux sociaux. Les couches inférieures de la population ont longtemps servi de cobayes à l'expérimentation médicale. La sordide étude de Tuskegee¹ sur la syphilis est emblématique de telles pratiques, bien qu'elle n'en représente qu'une petite partie. Les prisonniers continuent de servir de cobayes pour les essais médicamenteux. Les femmes dont le suivi médical se faisait dans des cliniques publiques ont souvent été, sans qu'elles ne le sachent, des sujets d'essais sur l'efficacité et la sécurité de différentes méthodes de contraception, des produits pharmaceutiques aux petites interventions chirurgicales. Et alors que les entreprises pharmaceutiques, dans leur course aveugle au profit, ont été reconnues responsables des dommages causés par des médicaments présentés comme miraculeux tels que le DES² ou la Thalidomide³, leur utili-

1 L'étude de Tuskegee sur la syphilis a été menée par le service de santé publique aux États-Unis entre 1932 et 1972 pour observer l'évolution de la syphilis lorsqu'elle n'est pas traitée. Cette expérience a été réalisée sans en informer les sujets, qui étaient des Noirs pauvres, sous couvert d'une prise en charge médicale par le gouvernement américain.

2 Le diéthylstilbestrol, commercialisé en France sous le nom de Distilbène et prescrit pour réduire les menaces de fausse couche ou d'accouchement prématuré, provoquait des malformations génitales, augmentait les risques de développer un cancer ainsi que les cas de stérilité chez le fœtus. Il n'est plus prescrit chez la femme enceinte depuis 1983.

3 La Thalidomide était un médicament utilisé pendant les années 1950-1960 comme sédatif et antinauséux pour les femmes enceintes. Il provoquait de graves malformations congénitales chez le fœtus.



Un agent de santé publique fait une prise de sang dans le cadre de l'étude Tuskegee, menée sur des paysans pauvres du comté de Macon, en Alabama.

sation avait été approuvée par les autorités de santé publique. Le déploiement chaotique des vaccins n'a pas aidé à redorer le blason des institutions de santé.

La catastrophe liée au Covid-19 ne pouvait être sans répercussion sur les élections, ce qui n'a pas manqué, mais ce n'était rien par rapport au coût humain. Le nombre de personnes malades, le nombre de morts, les millions de personnes qui ont perdu leur emploi, l'effondrement brutal du niveau de vie, les dégâts physiques et psychologiques dus au confinement : c'était autant d'ingrédients explosifs déversés dans une marmite bouillonnante, prête à déborder. Trump y a ajouté un mélange toxique d'insultes misogynes, racistes et nativistes⁴.

PAR-DELÀ LA CRISE SANITAIRE, LA CRISE ÉCONOMIQUE

En 2020, les États-Unis ont connu leur pire contraction économique depuis le début des années 1930, c'est-à-dire depuis

90 ans. Le produit intérieur brut (PIB) américain a chuté de plus de 35 % entre mars et septembre. Dans les mois qui ont suivi, le PIB a connu une reprise partielle, mais à la fin de l'année le PIB était encore bien inférieur à son niveau de l'année précédente.

Cette situation économique désastreuse n'est pas seulement due à la pandémie et au confinement. Des secteurs clés de l'économie, comme le BTP ou l'industrie manufacturière, de même que plus généralement l'investissement dans les entreprises, étaient déjà en recul depuis un an avant que la pandémie ne frappe, et le reste de l'économie était sur le point de suivre le même chemin. En réalité, une récession potentiellement dévastatrice se dessinait déjà bien avant, indépendamment de la pandémie. Il a suffi de l'épidémie de coronavirus pour que cette économie déjà stagnante et en déclin s'effondre.

Avec la pandémie et le confinement, le chômage a explosé au printemps dernier. Le gouvernement américain a déclaré

que le chômage avait atteint 15,6 % en avril, un record depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. En réalité, le taux de chômage était bien plus élevé que cela. Le *New York Times* a souligné que le taux de chômage réel s'élevait à 27 % lorsqu'on prend en compte tous les chômeurs et tous ceux qui ont dû travailler à temps partiel alors qu'ils avaient besoin d'un emploi à plein temps. La seule fois où le chômage avait atteint un tel niveau, c'était pendant la Grande Dépression des années 1930. Mais il y a une différence : la perte d'emplois pendant la Grande Dépression avait été plus progressive, s'étalant sur une période de près de trois ans entre 1929 et 1932, alors qu'en 2020 elle s'est faite en quelques jours, quelques semaines.

Malgré tous les discours sur la reprise, à la fin de l'année, le chômage oscillait encore autour de 20 %, si l'on tient compte de toutes les catégories. Ce niveau de chômage est un produit du fonctionnement normal du capitalisme arrivé à son stade sénile.

D'abord, comme dans d'autres crises, les vagues de chômage ont été alimentées par une concentration de plus en plus importante. Les grandes entreprises sont devenues encore plus grandes, tandis que des centaines de milliers de petites et moyennes entreprises ont fait faillite dans des secteurs comme la distribution, l'hôtellerie, l'énergie et même la santé, qui a licencié du personnel.

Ensuite, les grandes entreprises ayant pignon sur rue ont profité de la crise pour réduire le « coût du travail » par des plans dits de restructuration. La société Berkshire Hathaway par exemple, propriété du multimilliardaire Warren

Buffet, a engrangé un bénéfice de 56 milliards de dollars au cours des six premiers mois de la pandémie, alors même qu'une de ses filiales a licencié plus de 13 300 travailleurs. Même les grands laboratoires pharmaceutiques, dont Eli Lilly, Pfizer, Bristol-Myers Squibb et Johnson & Johnson, qui s'attendent à faire un tabac grâce à la pandémie, ont tous annoncé des plans de licenciements. Bien sûr, les entreprises qui ont perdu de l'argent en plein milieu de la crise, comme Disney, Boeing ou Exxon, s'en sont servi comme prétexte pour supprimer des emplois malgré les profits extraordinaires accumulés par le passé. Bien qu'elles soient mieux placées pour surmonter la crise, les plus grosses entreprises ont en fait licencié pendant cette période une plus grande partie de leur main-d'œuvre que les plus petites entreprises.

Enfin, les gouvernements des différents États et les collectivités locales ont profité de la crise pour réduire leurs effectifs et pour se restructurer eux aussi, comme ils l'ont fait lors de toutes les autres crises. Plus de 2,3 millions d'emplois du secteur public ont été supprimés l'année dernière, dont plus de la moitié dans l'éducation.

Ces licenciements massifs constituent un aspect de la guerre de classe menée contre l'ensemble de la classe ouvrière, employés et chômeurs inclus. Les capitalistes profitent du désarroi des chômeurs pour les obliger à accepter un emploi moins bien payé pour un travail plus important. Et ils profitent de la crise pour obliger ceux qui ont un emploi à faire plus de sacrifices pour le conserver.

Les mesures d'aide adoptées par le Congrès, censées amortir la perte de revenu des ménages pendant la pandémie et le confinement, ont montré la fragilité du prétendu filet de

sécurité censé protéger les travailleurs en temps ordinaire. Très peu de chômeurs en bénéficient encore, et les allocations sont très faibles. De plus, le chaos et les difficultés auxquels des dizaines de millions de travailleurs ont été confrontés en essayant d'accéder à ces allocations montrent à quel point c'est le système tout entier qui s'est dégradé depuis des décennies.

Le Congrès a accordé ces allocations supplémentaires de manière provisoire et intermittente. À la base, elles devaient durer seulement quatre mois, d'avril à juillet, donc prendre fin bien avant que la crise soit passée. Puis, en décembre, de nouvelles mesures étaient votées pour une durée encore plus courte et avec des montants plus faibles. Ces interruptions ont permis au gouvernement fédéral de contenir les coûts. Pour les entreprises, c'était une aubaine de plus leur permettant de tirer parti d'une main-d'œuvre privée de revenus ou presque.

Par conséquent, la faim a



Sur la pancarte de ce travailleur du tourisme à la Nouvelle-Orléans, le 4 septembre 2020 : « Chômeur à cause de la pandémie. S'il vous plaît, toute aide bienvenue ».

explosé pendant la deuxième partie de l'année, le nombre de personnes touchées augmentant de 50 %, pour atteindre 54 millions, selon l'ONG Feeding America (Nourrir l'Amérique). En d'autres termes, une personne sur cinq n'a pas assez à manger dans le pays, ce qui représente plus que la population d'un pays comme l'Espagne. Des dizaines de millions de travailleurs en sont réduits à compter sur les banques alimentaires et les organisations caritatives pour ne pas mourir de faim.

En ce qui concerne le logement, un locataire sur six dans le pays est en retard sur ses paiements, selon le Bureau de recensement américain. Ainsi, des dizaines de millions de personnes risquent l'expulsion ou la saisie de leur logement quand les trêves accordées par le gouvernement prendront fin.

Dans ce pays le plus puissant du monde, qui a entre ses mains toutes les technologies de pointe et où les richesses abondent, le capitalisme ne peut garantir même le strict minimum à une partie de plus en plus importante de la population.

En revanche, pour les grandes entreprises et les secteurs les plus riches de la société, les aides du gouvernement fédéral se sont faites à guichet ouvert, de manière pratiquement illimitée. Sur les 4 000 milliards de dollars d'aide votés par le Congrès en mars 2020 dans quatre projets de loi distincts, les quatre cinquièmes ont été alloués aux plus grandes entreprises et aux couches les plus riches de la société, selon une étude réalisée par le *Washington Post* (5 octobre 2020). L'an dernier, les 43 000 personnes les plus riches du pays ont bénéficié d'allègements fiscaux d'une valeur moyenne de 1,6 million de dollars chacune ! Les allègements de cotisations et d'impôts pour les entreprises ont équivalu à ce que les em-

ployeurs ont dépensé en allocations chômage supplémentaires pour des dizaines de millions de travailleurs.

En outre, la Réserve fédérale (la banque centrale des États-Unis, surnommée la Fed) a tout de suite ouvert les vannes en grand pour inonder le marché, achetant, entre mars et juin 2020, pour 1 600 milliards de dollars de bons du Trésor américain et 700 milliards de créances hypothécaires, faisant savoir aux marchés qu'il n'y avait pas vraiment de limite aux milliers de milliards que la Fed serait prête à verser sur les marchés.

Cette aide ne fut versée ni pour produire ni pour investir, mais pour permettre aux entreprises de payer les intérêts de leurs dettes croissantes et d'assurer de bons rendements à leurs principaux actionnaires. Alors que les confinements débutaient et que le chômage montait en flèche à des niveaux jamais vus depuis la Grande Dépression, les profits de Wall Street ont augmenté de 82 % au premier semestre 2020 par rapport à 2019. Entre mars et juillet 2020, la fortune totale des milliardaires des États-Unis bondit de 700 milliards de dollars, tandis que le nombre de décès dus au Covid continuait de grimper et que des millions de travailleurs étaient durement frappés par la crise. En 2020, Jeff Bezos (le PDG d'Amazon), déjà milliardaire, a vu sa fortune s'accroître de plus de 74 milliards de dollars et Elon Musk (le PDG de Tesla) a vu la sienne gonfler de 76 milliards.

Mais de tels cadeaux à la classe capitaliste ont un prix. Les gigantesques opérations financières au profit de quelques-uns aspirent de plus en plus les richesses produites par la classe ouvrière, que ce soit par le biais de taux d'intérêt plus élevés sur les dettes, par plus



Des bénévoles de la banque alimentaire du Wisconsin, de l'ONG Feeding America.

de dividendes ou par des rémunérations plus élevées pour les principaux dirigeants des entreprises. Il y a donc moins d'argent pour les salaires et les aides sociales, moins d'argent pour l'investissement productif. Les efforts des capitalistes pour réaliser des profits et s'enrichir toujours plus sont un fardeau qui pèse sur l'économie, réduisant la consommation et aggravant la crise sous-jacente.

En offrant aux capitalistes et à leurs entreprises des garanties contre les grosses pertes, la Réserve fédérale ne fait que les encourager à en faire encore plus. Cela pourrait entraîner une croissance des dettes et de la spéculation, des bulles financières de plus en plus grandes qui éclateront un jour, ouvrant le chemin à des catastrophes de plus grande ampleur encore.

LE DÉMAGOGUE DE LA MAISON-BLANCHE ET L'EXTRÊME DROITE

Dans les jours qui ont suivi l'invasion du Capitole le 6 janvier 2021, Donald Trump

est apparu comme un paria. L'heure était à l'hypocrisie. De nombreuses organisations patronales lui ont adressé des reproches, de la Business Roundtable⁵ à la National Association of Manufacturers en passant par la National Chamber of Commerce et la National Retail Federation. Les patrons de telle ou telle entreprise n'étaient pas en reste. La PGA, l'association des golfeurs professionnels, a refusé d'organiser son tournoi sur l'une des propriétés de Trump. Shopify a supprimé les vêtements de la marque Trump vendus sur son site Web. Trump a été définitivement banni de Twitter, Facebook et YouTube. Des banques et des sociétés de courtage ont menacé de supprimer le financement non seulement de Trump mais aussi des 138 représentants et sénateurs républicains qui ont accordé foi à l'affirmation absurde de Trump qu'il avait gagné l'élection haut la main. Même la Deutsche Bank, la dernière grande banque qui continuait à offrir des prêts aux entreprises de Trump, a annoncé qu'elle jetait l'éponge. Et les leaders républicains tant de la Chambre des représentants que du Sénat ont annoncé qu'ils étaient prêts à rompre avec Trump. Le leader de la minorité au Sénat, Mitch McConnell, a déclaré : « *La foule a été abreuvée de mensonges. Le président les a encouragés.* » Le leader de la minorité à la Chambre, Kevin McCarthy, a dit que Trump était responsable de l'invasion par la foule et a fait comprendre que Trump devait, d'une manière ou d'une autre, répondre de ses actions.

Que ce démagogue ait pu suggérer ouvertement à ses supporters d'aller au Capitole pour renverser par la force les résultats d'une élection qu'il avait perdue, est-ce vraiment surprenant ?

Ce que Trump a fait le 6 jan-

vier est cohérent avec son comportement pendant qu'il était à la Maison-Blanche. Pendant quatre ans, il a courtoisé et renforcé l'extrême droite, il s'est érigé en porte-voix de sa vision du monde. Il a été tantôt le « macho man » de service, clamant que sa célébrité lui donnait accès au corps de n'importe quelle femme de son choix; un raciste digne des gouverneurs « populistes » du Sud des années 1950, qui soutenaient que les dirigeants du Ku Klux Klan étaient parmi des citoyens modèles de leurs États; un patriotard fanfaron, cherchant à séduire les nativistes avec son slogan « Les États-Unis d'abord », et surtout avec des actions brutales, comme la séparation des enfants migrants de leurs parents; et enfin un autodidacte égocentrique qui utilise le jeu politique pour accroître sa propre fortune.

Trump n'a jamais caché qui il était. Bien avant d'annoncer en 2015 qu'il se présentait aux élections présidentielles, il avait décroché le titre de raciste invétéré. En 2011, il fut l'instigateur d'une campagne pour faire annuler la présidence du premier président afro-américain de la nation, sous prétexte qu'il était un étranger, né au Kenya et donc inéligible, flattant les idées des suprémacistes blancs, pour lesquels un Noir comme président de « leur » pays était inacceptable. Deux décennies auparavant, Trump avait financé et rendu visible une campagne publique virulente pour faire condamner cinq adolescents noirs ou latinos accusés à tort d'avoir violé une joggeuse blanche dans Central Park. Aucun symbole, aucun sous-entendu n'était trop grossier pour les panneaux d'affichage ou les pages entières de publicité qu'il s'est achetées dans le *New York Times* ou d'autres journaux, véhiculant l'idée que les cinq adolescents étaient des monstres enragés dont le but était de violer toute femme blanche qui

croisait leur chemin. Il réclamait haut et fort leur exécution. Pas plus tard qu'en 2020, bien après l'annulation du jugement, il a appelé les autorités fédérales à leur faire un procès pour « crime de haine ».

Quelques jours à peine après l'annonce de sa candidature aux élections de 2016, il qualifiait les Mexicains de violeurs et de dealers, les musulmans de terroristes. Le mur qu'il s'était engagé à construire à la frontière avec le Mexique est devenu la matérialisation de son slogan de campagne, « Make America Great Again » (Rendre sa grandeur aux États-Unis) ou MAGA, ce qui signifie, dans sa conception raciste du monde, interdire d'entrée les hordes basanées prêtes à envahir les États-Unis des WASP (White Anglo-Saxon Protestants: les Blancs anglo-saxons protestants).

Pendant quatre ans, il a rempli son compte Twitter de commentaires méprisants, notamment envers des femmes. Contre les femmes qui l'ont accusé d'abus sexuels, sa défense a été d'affirmer qu'elles étaient trop moches pour ça.

Pendant quatre ans, il a martelé ce qu'on appelle le droit constitutionnel de porter les armes. Après la mort, dans un lycée de Parkland en Floride, de 17 personnes tuées par un jeune muni d'une arme de type militaire, des survivants ont monté une campagne pour restreindre l'utilisation de ce type d'armes. Trump a retransmis des tweets qui dénonçaient ces étudiants comme des comédiens. Lorsque des membres de milices portant des fusils automatiques ont manifesté au centre de la capitale du Michigan contre les restrictions Covid, il a tweeté : « *Libérez le Michigan.* » Lorsqu'il s'est avéré que certains de ces miliciens avaient préparé un complot en vue de kidnapper et peut-être même d'assassiner la gouver-

neure démocrate du Michigan, le tweet de Trump fut : « *Whitmer veut imposer sa dictature, le peuple ne la supporte pas.* »

Son ministère de la Justice a annoncé en juillet 2020 qu'il reprenait les exécutions fédérales. Il n'y en avait pas eu depuis 17 ans. Mais, afin de montrer combien Trump était intraitable, son gouvernement a planifié dix exécutions sur une période de quatre mois. Parmi les personnes exécutées, 35 % étaient des Noirs, environ trois fois la proportion des Noirs dans la population.

Lors des manifestations de cet été contre le meurtre de George Floyd, son procureur général a lancé des forces militaires lourdement armées pour interrompre une manifestation parfaitement légale, afin que Trump puisse prendre la pose avec une Bible. En août 2020, lorsqu'un suprémaciste blanc de 17 ans a tué deux manifestants à Kenosha dans le Wisconsin, avec un fusil rapporté depuis l'Illinois, Trump lui a apporté son soutien, estimant qu'il ne faisait que se défendre, alors que le milicien avait parcouru 25 kilomètres depuis chez lui pour venir, armé de son fusil, s'en prendre aux manifestants. Pendant le débat présidentiel avec Biden en octobre 2020, Trump a appelé les Proud Boys, une milice misogyne et nativiste, « à se tenir prêts et l'arme au pied » (Stand back and stand by). Dès août 2017, Trump avait tendu la main aux « gens très bien » regroupés à Charlottesville, en Virginie, dans le mouvement Unite the Right (Unir la droite), composé de néo-nazis, de suprémacistes blancs, de nationalistes chrétiens et de miliciens en armes.

Le 6 janvier, Trump a appelé ces mêmes « gens très bien » à la violence, sur la base d'affirmations fallacieuses et complotistes, totalement détachées de la réalité. Mais que

⁵ La Business Roundtable (BRT) est une association à but non lucratif basée à Washington, D.C. Ses membres, tous des PDG, sont à la tête des plus importantes entreprises des États-Unis.

Trump induise ses supporters en erreur ne date pas d'hier. Pendant quasiment un an, il a anticipé qu'il allait perdre l'élection. Il a demandé aux officiels républicains de « purger » les listes électorales dans les grandes villes où les électeurs noirs étaient majoritaires. Il a appelé ses supporters à bourrer les urnes de faux bulletins dans certains bureaux de vote (c'est-à-dire dans les quartiers noirs) pour, selon lui bien sûr, compenser les faux bulletins utilisés par ses opposants. Il a appelé ses supporters à faire irruption dans les bureaux de vote suspects (c'est-à-dire à prédominance noire) pour prévenir les fraudes. Il a appelé le républicain responsable officiel des élections en Géorgie à trouver exactement le nombre de votes qui lui manquaient pour remporter l'élection dans cet État.

Les actions de Trump le 6 janvier étaient l'aboutissement logique des quatre années de sa présidence.

Mais les événements du 6 janvier n'étaient pas simplement, ni d'ailleurs fondamentalement, liés à Trump, à son ego ou à son aura. L'invasion du Capitole le 6 janvier est un indicateur de l'époque dans laquelle nous vivons, une période instable, marquée par une très grave crise économique. Il s'agit d'une période pendant laquelle un démagogue tel que Trump peut recruter des fidèles en masse, en dénigrant et en attaquant la vie politique traditionnelle, en exprimant crûment ce que d'autres politiciens expriment plus correctement ou ne font que laisser entendre. La politique de Trump fut à 99 % la même que celle des autres politiciens républicains, voire que celle de la plupart des politiques démocrates. La marque de Trump, c'était sa conscience que la voie de sa réussite personnelle devait passer par l'extrême droite. Trump

n'a pas créé l'extrême droite. Il a juste compris, ou peut-être découvert par hasard, comment en tirer profit.

Nous ne devons pas surestimer la force de cette extrême droite, malgré sa « réussite » le 6 janvier. Il ne s'agissait pas d'une insurrection, l'action n'a pas résulté d'un soulèvement populaire. Sans projet clair ni coordination, ses participants n'ont pu ou su faire autre chose, une fois à l'intérieur du Capitole, que subtiliser quelques souvenirs. Ce n'était pas un coup d'État. Malgré la présence de milices, de quelques policiers, d'anciens militaires et même de quelques gardes nationaux au sein de la foule des envahisseurs, il n'a jamais été question de forces armées qui s'engageaient dans le renversement d'un gouvernement civil. S'il nous est nécessaire de préciser ainsi ce que le 6 janvier n'a pas été, c'est parce que de nombreuses personnes se sont emparées de ces termes pour expliquer l'événement. Mais c'était ne pas tenir compte du fait que la réussite de l'invasion

du Capitole par la foule tenait plus d'une décision prise par la police, et derrière elle par les dirigeants des deux grands partis politiques, de ne pas affronter cette manifestation de soutien à Trump, que de la puissance d'une foule organisée.

Mais nous ne devons pas non plus sous-estimer les opportunités que la situation actuelle offre au développement de cette extrême droite. Les suprémacistes blancs, les chrétiens nationalistes et les xénophobes partisans du droit du sang ont toujours existé dans ce pays, à une échelle plus ou moins grande, en fonction des besoins de la classe dominante. Même quand ils assassinaient, comme à Oklahoma City ou au lycée de Columbine, ils étaient minoritaires. Cela a été vrai pour près d'un demi-siècle. Ils restent marginaux aujourd'hui, mais on leur prête bien plus d'attention. Il est en tout cas trop tôt pour dire si le succès de la foule du 6 janvier a marqué un bond en avant de l'extrême droite.

Même avec l'imagination la plus débordante, on ne peut pas



Le 1^{er} mai 2020, des travailleurs d'un hôpital de Philadelphie manifestent pour obtenir le paiement d'une prime de risque.

considérer que les 74 millions d'électeurs de Trump sont d'extrême droite. Certains, parmi ces 74 millions, sont des gens d'accord avec les conceptions réactionnaires de l'extrême droite, des gens dont le racisme les amènerait à justifier le meurtre de George Floyd, des gens qui méprisent les Juifs et les musulmans, des gens qui applaudissent Trump quand il sépare les enfants de leurs parents migrants à la frontière. Parmi les électeurs de Trump, il y a ces électeurs des classes riches qui, très majoritairement, votent républicain et ceux des couches « cultivées », qui ont encore voté pour lui, avec une majorité moindre.

Mais il y a encore tous les autres. Et, parmi eux, un grand nombre sont désespérés par l'effondrement de la société capitaliste, même s'ils ne sont pas conscients que le capitalisme est la source de leur désespoir. Certains d'entre eux sont des petits fermiers ayant perdu leur terre, d'autres des petits commerçants tout juste capables de survivre, même avant le confinement. Beaucoup sont des travailleurs, employés par exemple dans des zones rurales, dans de petits ateliers, avec peu de collègues, des gens qui doivent travailler pour survivre, mais dans un tel isolement que les possibilités d'organiser des actions collectives sont maigres. Beaucoup parmi eux vivent dans des zones où la seule usine de la région a été mise à l'arrêt. Ce qui les unit, c'est le désespoir et la colère contre l'establishment qui a créé la situation, le « marécage » que Trump a promis d'assécher.

Trump a su reconnaître ce désespoir. Il n'a rien fait pour l'alléger. Mais il n'a eu de cesse de le reconnaître. Ni les autres républicains ni le Parti démocrate n'en ont fait autant. C'est ce qui a permis à Trump non seulement de garder sa base

électorale de 2016, mais aussi de l'accroître et de l'élargir. Il a touché seulement une minorité d'électeurs mexicano-américains et portoricains, mais cette fois-ci une minorité sensiblement plus grande. Il faut noter qu'il a un peu mordu dans l'électorat noir, soutien d'habitude solide des démocrates.

Ce qui rend la situation potentiellement dangereuse est que Trump, ou quelqu'un comme lui, voire plus efficace que lui, pourrait orienter le désespoir ambiant contre telle ou telle fraction de la population laborieuse. Il est évident que les antagonismes raciaux, ethniques et religieux qu'il alimente vont dans cette direction. Le danger n'est pas moindre parce qu'il a été « exilé » à Mar-a-Lago et est devenu persona non grata (d'ailleurs pour combien de temps ? Beaucoup des anathèmes anti-Trump lancés juste après le 6 janvier semblaient presque oubliés fin janvier).

Dans une situation où la classe ouvrière n'a pas commencé à agir ni à offrir de perspectives aux autres parties de la population laborieuse, les antagonismes entretenus par un démagogue comme Trump peuvent jouer un rôle considérable, d'autant plus qu'ils seront enveloppés dans un em-

ballage populiste opposant, au moins en paroles, tous ces « Américains qui travaillent dur » à l'« élite privilégiée ».

ET MAINTENANT ?

En juin dernier, une gigantesque explosion d'indignation a éclaté suite au meurtre de George Floyd par la police. C'est parti localement d'un éclat de colère sans précédent à la suite du meurtre lui-même, avant de prendre la forme de plus larges manifestations rassemblant des revendications de partout. George Floyd, suivi de près par Breonna Taylor, est devenu le symbole de tous ceux qui avaient été tués par des flics, le mot d'ordre « Say their name » (« Prononcez leur nom ») devenant par là même un moyen de faire connaître tant d'autres meurtres. La protestation s'est diffusée à travers le pays, des grandes villes aux petites, jusqu'aux villages ruraux, y compris ceux où Trump avait sa base. Elle a touché toutes les couches de la population : Noirs, Blancs, et tous ceux qui sont regroupés en vrac sous l'appellation globale de Latinos; toutes les générations, en particulier les jeunes. Cette protestation a surgi des églises, des quartiers et des écoles, même



Le 3 juin 2020, des travailleurs hospitaliers de San Francisco manifestent après l'assassinat de George Floyd. Sur une des pancartes : « Le racisme aussi est une pandémie ».

fermées. Elle a déverrouillé le confinement.

Certains y ont vu le plus gros mouvement social de tous les temps. C'était sans doute vrai du point de vue du nombre de manifestants, et de sa vitesse d'expansion. Le mouvement a donné tort à ceux qui prétendent que « rien n'arrivera » parce que rien n'est jamais arrivé. Il a montré que la société américaine, avec toutes ses maladies, est grosse d'explosions.

Mais le mouvement n'a pas tardé à reculer, même s'il en reste quelques traces vivantes dans la mémoire collective. En fait, ce mouvement a été mené dans une impasse par la focalisation sur une réforme du comportement de la police, par l'objectif affiché de la mettre au pas en la privant de financement, voire en la supprimant. Mais c'était ignorer son rôle fondamental. La fonction de la police et, au-delà, des forces armées est de protéger la classe capitaliste qui vit de l'exploitation des travailleurs, ce qui inclut l'exploitation impitoyable des travailleurs noirs. La police ne sera pas « privée de financement », la police ne sera pas supprimée, à moins que la population ne prenne conscience qu'elle doit en finir avec la classe que défend la police.

Une telle compréhension n'est pas automatique, elle ne peut jaillir juste de l'expérience, même pas d'une expérience chèrement payée. Il faut des militants qui proposent cet objectif. Cela suppose l'existence d'un parti révolutionnaire de la classe ouvrière, d'un parti

communiste (ou au moins de son embryon) capable de se lier avec la population. Et ce parti reste à construire.

Nous sommes en train de traverser une période comme nous n'en avons jamais connu, ni individuellement ni en tant qu'organisation. Les événements s'accroissent. L'effondrement de l'économie réelle rend la vie insupportable pour une grande partie de la population. La structure politique se délite. Où cela mènera ne dépend pas de nous, cela dépend de la classe ouvrière. Se mobilisera-t-elle, et quand, pour défendre ses intérêts? C'est toute la question.

Ce qui dépend de nous, en revanche, c'est que nous ne baissons pas les bras, et d'abord que nous ayons confiance dans notre programme et notre histoire.

Dès le début de l'organisation The Spark, nous avons fait des choix. Ces choix ne semblaient pas évidents. Personne d'autre dans ce pays et très peu de militants dans le reste du monde les ont faits. Mais nous avons des liens avec les militants qui avaient créé l'organisation qui est devenue Lutte ouvrière. Ils avaient choisi de militer pour construire une organisation trotskyste dans la classe ouvrière, une organisation communiste révolutionnaire. Et nous avons fait ce même choix.

Nous avons réaffirmé ce choix à des moments critiques, alors que d'autres groupes optaient pour d'autres orientations. Certains ont choisi de donner

la priorité à l'activité syndicale, ce qui se réduit souvent à courtiser des opposants dans les syndicats. D'autres encore ont cherché à unir la gauche sur la base du plus petit possible dénominateur commun, « afin d'avoir les forces pour faire face ». D'autres encore ont gravité autour de la petite bourgeoisie intellectuelle, qui semblait plus réceptive, ou autour des mouvements qui en émanaient.

Pour notre part, nous avons choisi de militer dans la classe ouvrière, ou tout au moins dans celle que nous avions face à nous, à notre petite échelle. Nous avons choisi d'y défendre nos idées et notre programme, ce programme trotskyste qui est le marxisme-léninisme de notre époque. L'éditorial de nos bulletins symbolise ce combat aujourd'hui.

Nous avons maintenu nos liens internationaux, car la classe ouvrière est une classe internationale, et nous avons vu bien des organisations se réclamant du communisme dériver vers le nationalisme quand elles ont prétendu se passer de tels liens.

La période qui s'ouvre sera presque à coup sûr plus difficile que celles que nous avons connues et elle pourrait désorienter. Mais notre choix est simple: continuer à travailler à la construction d'une organisation au sein de la classe ouvrière, maintenir vivante notre base politique, rester fidèles au communisme révolutionnaire.

31 janvier 2021



Afghanistan: après des décennies de manœuvres impérialistes

Vingt ans après le début de la guerre déclenchée contre l'Afghanistan par les États-Unis et la coalition des pays membres de l'Otan, dont la France, la guerre fait toujours rage dans ce pays. La population afghane continue de subir les bombardements, les attentats et les exactions des différentes armées, celles de l'Otan, celle du gouvernement dirigé par Ashraf Ghani mis en place par les États-Unis, celles des bandes armées des talibans qui aspirent à revenir au pouvoir dont ils ont été chassés en 2001, et bien d'autres.

Le 16 janvier dernier, à Kaboul, la capitale, deux policiers mouraient dans l'explosion d'une mine placée en bord de route. Le lendemain, deux femmes, des juges travaillant à la Cour suprême afghane, étaient assassinées en pleine rue dans la capitale. Le président afghan, Ashraf Ghani, et le chargé d'affaires américain à Kaboul, Ross Wilson, accusaient les talibans d'en être à l'origine. Mais les attentats se succèdent depuis des mois. Tous ne sont pas revendiqués par les talibans. On assiste à une recrudescence de ceux qu'ils commettent contre l'armée afghane. De son côté, celle-ci multiplie les bombardements aériens prétendument ciblés, qui font des dizaines de victimes civiles. Ainsi, le 9 janvier, dix-huit membres d'une même famille ont été tués par l'armée de l'air afghane dans le Sud. Selon la mission politique de l'ONU en Afghanistan, près de 300 civils ont été tués, et un nombre équivalent blessés, du seul fait des bombardements de l'aviation afghane, soit une augmentation de 70 % par rapport aux années précédentes. À cela s'ajoutent désormais les attentats de l'organisation État



À Kaboul, le corps de l'une des deux juges tuées lors de l'attentat du 17 janvier dernier est évacué.

islamique (OEI) de plus en plus présente dans le pays depuis ses défaites en Irak et en Syrie. Début novembre 2020, vingt-deux étudiants étaient massacrés à l'université de Kaboul dans un attentat revendiqué par OEI.

Les centaines de milliers de morts de ces années de guerre, les sept millions de réfugiés, les innombrables destructions, constituent le tragique bilan des interventions et manœuvres de l'impérialisme depuis des décennies.

QUARANTE ANS DE GUERRE ET DE MANŒUVRES IMPÉRIALISTES

L'Afghanistan, ce pays d'Asie centrale entouré par le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et la Chine au nord, le Pakistan au sud-est et l'Iran à l'ouest, est depuis bien longtemps au centre des tempêtes dévastatrices déclenchées par les rivalités entre grandes puissances. Ce fut le cas dès le 19^e siècle, quand l'Afghanis-



tan se retrouva dans la sphère d'influence de l'impérialisme britannique, contestée par la Russie tsariste. Ce pays coincé entre deux empires devint un État tampon, réduit à l'isolement dans le sous-développement. Ses frontières furent dessinées au gré des rapports de force entre ces grandes puissances, séparant des peuples à cheval entre différents pays limitrophes. Ainsi les Pachtounes, l'ethnie la plus nombreuse, sont aussi présents au Pakistan; les Tadjiks et les Ouzbeks, qui vivent au nord du pays, sont également présents dans plusieurs pays d'Asie centrale. Les Hazaras sont d'origine mongole et de rite musulman chiite, comme les Iraniens. L'impérialisme ne manqua pas de jouer sur ces divisions.

À partir de 1947, date de l'indépendance de l'Inde et de la formation du Pakistan, le pays se retrouva dans l'orbite de l'URSS. Mais trente ans plus tard, le 27 décembre 1979, l'armée soviétique dut intervenir militairement pour empêcher le régime afghan prorusse de s'effondrer. Une guerre contre l'occupant commença alors, conduite par des moudjahidin, des seigneurs de guerre s'appuyant sur leur ethnie, voire leur tribu, et combattant au

nom de l'islam. Ce fut le début de dix années de guerre. La brutalité de l'intervention de l'armée soviétique contribua à fournir des recrues aux bandes armées en rébellion, mais l'aide vint surtout d'ailleurs. Les États-Unis agirent en effet en sous-main, voyant là l'occasion d'affaiblir l'URSS.

Cette aide avait commencé avant l'intervention soviétique, avec l'ouverture de camps d'entraînement de moudjahidin au Pakistan. La CIA agit conjointement avec le Pakistan et l'Arabie saoudite pour renverser le gouvernement afghan soutenu par l'URSS. Elle finança des camps d'entraînement et l'armement de ces guérillais, comme celle d'Hekmatyar, le chef d'un des nombreux partis islamistes, le Hezb-i-Islami. John Gunther Dean, alors ambassadeur des États-Unis, témoigne ainsi de la situation dans les années 1980: « Avec l'Arabie saoudite, les États-Unis ont contribué au financement des volontaires de nombreux pays pour faire pression sur l'Union soviétique. Lors de mon séjour en tant qu'ambassadeur américain en Inde, j'ai passé des messages du président Reagan au président Gorbatchev de l'Union soviétique via le Premier ministre indien, Rajiv

Gandhi, [...] pour obtenir la mise en place d'un gouvernement successeur acceptable à Kaboul. [...] Les États-Unis et l'Arabie saoudite ont soutenu Gulbuddin Hekmatyar pendant la guerre antisoviétique, mais lui et ses combattants se sont retournés, au fil du temps, en adversaires acharnés des États-Unis. »¹

Ce ne furent pas les seules forces entretenues par l'impérialisme qui se retournèrent contre leurs anciens maîtres. Un certain Oussama ben Laden, missionné par les services secrets de son pays, l'Arabie saoudite, construisit durant la même période un réseau, avec des djihadistes venant des différents pays musulmans, dont le Pakistan, pour former dès 1987 al-Qaida, responsable des attentats du 11 septembre 2001.

Le 4 avril 1988, un accord fut finalement signé à Genève entre le dirigeant russe, Mikhaïl Gorbatchev, et le gouvernement « acceptable » de Najibollah, sur le retrait des troupes soviétiques, qui fut effectif le 15 février 1989. Mais le pays continua à être la proie des affrontements entre les différentes bandes armées dirigées par les seigneurs de guerre qui avaient combattu l'armée soviétique et aspiraient désormais au pouvoir. Les rivalités entre puissances régionales continuèrent d'attiser ces conflits. Les ethnies afghanes ayant des liens avec un ou plusieurs pays voisins servirent de base à des milices financées par des puissances régionales au gré de leurs intérêts. Le Pakistan, un des principaux soutiens locaux de l'impérialisme, est là pour l'illustrer. Cet État qui abrite la plus grande partie de l'ethnie pachtoune, l'autre se trouvant de l'autre côté de la frontière afghane, considère l'Afghanistan comme sa zone d'influence, qu'il défend bec et ongles contre les visées de l'Inde.

Ces années de guerre civile aboutirent en 1996 à l'arrivée au pouvoir des talibans, des milices de jeunes étudiants en religion, d'origine pachtoune, organisées et armées par le Pakistan. L'impérialisme américain salua leur arrivée au pouvoir comme l'annonce d'un rétablissement de l'ordre dans le pays. Le *Washington Post*, journal proche du parti du président d'alors, Bill Clinton, parla de « la meilleure occasion qu'on ait connue depuis longtemps de mettre un terme à l'anarchie qui accule l'Afghanistan à la ruine, depuis l'invasion soviétique de 1979 ». Peu importait à ces commentateurs que les talibans imposent un régime de terreur.

Des possibilités nouvelles s'ouvraient alors sur le plan économique pour l'impérialisme. Avec la fin de l'URSS, en 1991, il devenait possible d'accéder aux richesses des anciennes républiques soviétiques, dont trois sont limitrophes de l'Afghanistan. Les projets de gazoducs, d'oléoducs, entre autres, aiguisaient les appétits des groupes capitalistes. Les énormes réserves de gaz naturel du Turkménistan, au quatrième rang mondial avec 10 % des réserves, et celles de pétrole du Kazakhstan intéressaient depuis longtemps des compagnies telles que l'américaine Unocal ou la saoudienne Delta Oil.

« Ces gars [les talibans] n'étaient pas les pires, des jeunes gens un peu fougueux, mais c'était mieux que la guerre civile. Ils contrôlaient tout le territoire entre le Pakistan et les champs de gaz du Turkménistan. Peut-être pensions-nous que c'était une bonne idée parce que nous pourrions ainsi construire un gazoduc à travers l'Afghanistan et amener le gaz et les sources d'énergie au nouveau marché. Donc tout le monde était content », explique Michael Bea-

ton, responsable de la CIA sur le terrain afghan pendant la guerre contre l'occupation soviétique.² Acheminer gaz ou pétrole jusqu'aux marchés occidentaux en traversant l'Afghanistan et le Pakistan était désormais envisageable. Les États-Unis pouvaient dès lors espérer desserrer un peu leur dépendance des monarchies pétrolières du Golfe persique et casser le monopole russe sur le transport d'énergie dans la région.

Ce fut le cœur du projet de la compagnie américaine Unocal, dont Zalmay Zhalilzad, l'actuel négociateur de Doha, était le consultant dans les années 1990. À travers sa filiale Central Asia Gas (CenGas), cette société californienne chercha à construire un pipeline en Afghanistan. En 1997, avec le soutien actif du gouvernement Clinton et des services secrets pakistanais, Unocal avait pris contact avec le régime taliban alors au pouvoir. Avec un peu de chance, pensait-on alors à Washington, les talibans pouvaient être des partenaires aussi acceptables que les Saoudiens. Les attentats terroristes meurtriers contre les ambassades américaines en Tanzanie et au Kenya, organisés en 1998 par al-Qaida, dont le chef ben Laden avait été protégé par les talibans, mirent fin à ces espoirs. L'insécurité s'installait et allait décourager les Majors de l'énergie mondiale d'investir dans de tels projets, même s'ils ne furent jamais totalement abandonnés.

Le 11 septembre 2001, les attentats contre le World Trade Center à New York firent de nouveau basculer l'Afghanistan dans la guerre. Les États-Unis, soutenus par les pays de l'Otan, dont la France, lancèrent une offensive contre les talibans appelée avec cynisme Opération Liberté immuable. Sous

prétexte de donner la chasse à ben Laden et aux forces rescapées d'al-Qaida, ou encore au mollah Omar, l'ex-leader taliban, des villages entiers furent réduits en poussière. En cinq semaines, le régime des talibans fut anéanti au prix de milliers de morts parmi les civils et de la destruction du pays. Un gouvernement et un président par intérim, Hamid Karzai, un ancien collaborateur de la CIA, arrivèrent dans les fourgons américains. Ce pouvoir fantôme ne pouvait guère tenir le pays sans la présence des troupes de l'Otan. Ce qui ne devait être qu'une guerre éclair se transforma en une très longue occupation par des dizaines de milliers de soldats américains, anglais, français ou originaires d'autres pays de la coalition de l'Otan.

Vingt ans plus tard, les États-Unis sont toujours englués dans ce conflit. Ils sont prêts aujourd'hui à s'entendre avec leurs anciens ennemis, lesquels avaient été leurs amis dans les années 1990. L'impérialisme est coutumier de ces alliances changeantes, mais cette option semble bien peu viable car, au fil des années de guerre, les groupes djihadistes de différentes obédiences, tout comme les différentes bandes armées ou mafieuses, ou les deux, se sont encore multipliés. Début février le Pentagone estimait qu'al-Qaida s'était réimplanté durant l'année 2020 en Afghanistan, en s'appuyant notamment sur les réseaux talibans. Les services du Trésor américain chargés de lutter contre le financement du terrorisme estiment, dans un rapport officiel, qu'en 2020 al-Qaida a « repris des forces en Afghanistan grâce à la protection des réseaux talibans, voire en combattant à leurs côtés »³. Les djihadistes de l'organisation État islamique, que les talibans

1 Cité dans « Les crises en Afghanistan depuis le 19^e siècle », Irsem, avril 2010.

2 Émission Pièces à conviction, France 3, 18 octobre 2001, cité dans le *Monde diplomatique*, janvier 2002.

3 *Le Monde*, 29 janvier 2021.

disent combattre, semblent eux aussi avoir repris des forces sur leur nouveau terrain de combat afghan.

LES ÉTATS-UNIS EMBOURBÉS DANS LA GUERRE

Cette guerre est un échec pour l'impérialisme américain, payé notamment par ses soldats : entre octobre 2001 et octobre 2018, 2400 militaires sont morts en Afghanistan. Mais il est encore plus chèrement payé par les civils afghans. Le coût de ces vingt années de conflit a de quoi donner le vertige. Il s'élevait déjà en 2018⁴ à 900 milliards de dollars, soit davantage que le plan Marshall d'après la Deuxième Guerre mondiale. L'armée américaine a passé plus de jours en Afghanistan que lors de ses engagements cumulés dans les deux guerres mondiales et dans la guerre de Corée.

L'impérialisme américain cherche depuis des années à sortir du borbier dans lequel il s'est enlisé. Ce qui le préoccupe n'est pas que les bandes armées afghanes continuent à s'entretuer, mais que l'instabilité afghane s'étende à toute la région. Si les talibans n'ont qu'un projet national, imposer un émirat basé sur la charia, il n'en est pas de même d'al-Qaida et de l'organisation État islamique.

En 2003, le secrétaire d'État à la Défense, Donald Rumsfeld, annonçait déjà « la fin des opérations de combat majeures »⁵. Sept ans plus tard, l'effectif militaire atteignait 100 000 soldats. En novembre 2009, après avoir envoyé 30 000 soldats supplémentaires en Afghanistan, Barack Obama déclarait vouloir mettre un terme aux « guerres éternelles », promettant un retrait définitif des troupes amé-



Des marines américains quittent la base du Helmand, au sud-ouest de l'Afghanistan, le 27 octobre 2014.

ricaines pour 2014. Plus de six ans plus tard, 2 500 soldats américains sont toujours présents dans le pays, sur un total de 9 600 soldats des États membres de l'Otan. À cela, il faut ajouter tout le personnel qui fait fonctionner les bases militaires et la présence de plus en plus importante de contractors. Ce sont des mercenaires encadrés par d'anciens officiers américains, qui sont embauchés par des sociétés privées telles que l'ex-Blackwater, DynCorp, Kellogg Brown & Root, filiale d'Halliburton, un marché qui est évalué à 70 milliards d'euros par an.

Arrivé au pouvoir, Donald Trump fit la même promesse que ses prédécesseurs : « Rame-ner nos gars à la maison. » En 2018, des négociations commencèrent entre le représentant des États-Unis, Zalmay Khalilzad, et celui des talibans, le mollah Abdul Ghani Baradar, un des fondateurs du mouvement taliban, arrêté à Karachi au Pakistan en 2010 et libéré de prison pour l'occasion à la demande des dirigeants américains. Le gouvernement officiel d'Ashraf Ghani n'était pas convié aux discussions, ce qui en dit long sur son peu de poids aux yeux des dirigeants américains. Finalement, des mois plus tard, le 29 février 2020 à Doha au Qatar, Trump annonçait qu'il était

parvenu à un accord avec les talibans.

Selon ce prétendu accord de paix, en échange du départ définitif des troupes américaines au 1^{er} mai 2021, les talibans s'engageaient à accepter un cessez-le-feu et à participer à des pourparlers avec le gouvernement afghan. Ils devaient enfin promettre de couper les ponts avec les organisations terroristes comme al-Qaida, une promesse qui ne peut être tenue tant les différents réseaux s'entremêlent. Pour ne donner qu'un exemple, le numéro deux de la direction des talibans, Seraj Haqqani, fils de Jalaluddin Haqqani, un ancien chef du réseau terroriste du même nom, joue le rôle d'interface d'al-Qaida au sein de cette direction. Il prolonge ainsi le rôle joué par son père aux côtés du mollah Omar, qui avait offert à Oussama ben Laden la possibilité d'installer la première base d'al-Qaida en Afghanistan. L'engagement à un cessez-le-feu fut rompu dès le 1^{er} mars 2020, jour où les talibans reprirent les combats. Le site américain Long War Journal recensa 147 attaques dans 27 des 35 provinces, commises entre le 1^{er} et le 10 mars. Elles épargnaient les forces armées étrangères, seul engagement tenu par les talibans.

Six mois plus tard, en septembre 2020, s'ouvraient cependant des discussions entre représentants des talibans et du gouvernement afghan, dans le but de trouver une sortie de crise. Mais ce prétendu « processus de réconciliation inter-afghane » est toujours au point mort. Les talibans se sentent en position de force face au gouvernement d'Ashraf Ghani, qui ne contrôle que Kaboul et les alentours mais ne veut rien céder. Les violences continuent, et les négociations en cours entre le gouvernement afghan et les



L'envoyé spécial des États-Unis, Zalmay Khalilzad, et le cofondateur des talibans, le mollah Baradar, viennent de signer un accord à Doha, au Qatar, le 29 février 2020.

talibans y contribuent. Les talibans jouissent d'une supériorité militaire face à une armée afghane exsangue et minée par la corruption et les désertions. Aussi renforcent-ils leurs attaques sur le terrain pour montrer leur force. Le chef des Renseignements afghans attribuait ainsi aux talibans la responsabilité de 18 000 attaques pour la seule année 2020.

Joe Biden dès son intronisation a parlé de revoir l'accord signé il y a un an et d'envisager un report du départ de l'armée américaine si le niveau de violences ne diminue pas. « Les talibans doivent faire davantage pour respecter les termes de l'accord de paix », déclarait le 15 février le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg. C'est évidemment un vœu pieux.

LE MIRAGE D'UN RÈGLEMENT POLITIQUE

Malgré ses diverses tentatives, l'impérialisme américain se heurte toujours au même problème. Il n'a pas d'interlocuteur suffisamment solide pour espérer une stabilisation politique.

Son objectif n'est pas de protéger la population, de soutenir les droits des femmes, comme le prétend sa propagande. Sous les gouvernements mis en place par les États-Unis, celui d'Hamid Karzai ou d'Ashraf Ghani, les femmes ont certes vu leur situation s'améliorer, un peu et seulement dans les villes. Mais, pour l'immense majorité de la population, ces gouvernements fantoches n'ont stabilisé que la misère. La solution politique à laquelle aspire l'impérialisme est celle qui pourrait permettre d'ouvrir aux multinationales de nouveaux marchés, de nouvelles possibilités de piller cette partie de la planète. Certes, le marché de la guerre se porte on ne peut mieux. Les États-Unis y ont dépensé des centaines de milliards, qui ont enrichi les marchands d'armes et les sociétés embauchant des mercenaires. Mais nombre d'autres projets restent en suspens, comme celui déjà cité du gazoduc TAPI qui traverserait le Turkménistan, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde.

Le 3 janvier dernier, le représentant spécial des États-Unis pour la réconciliation en Afghanistan, l'ambassadeur Zalmay Khalilzad, entamait une tournée en Afghanistan, au Pakistan, au Qatar et au Turkménistan, avec comme objectif d'exhorter les pays à poursuivre « des plans d'extension de la connectivité régionale, du commerce et du développement, qui seront aidés par un accord de paix afghan et aideront à maintenir la paix », pour reprendre une déclaration du département d'État.⁶ Début février, une délégation talibane effectuait une visite à Achgabat, au Turkménistan, afin de promettre son soutien à la construction du gazoduc à travers l'Afghanistan, visite très probablement

arrangée par les États-Unis. Suhail Shaheen, membre de l'équipe de négociation des talibans basée au Qatar, déclarait aux journalistes que son mouvement offrait « un soutien total pour la mise en œuvre et la sécurité du TAPI, et d'autres projets de développement dans notre pays ». Il n'est pas certain cependant que ces déclarations d'intention suffisent à rassurer d'éventuels investisseurs, ni même le gouvernement turkmène lui-même, tant le règlement politique continue d'être un mirage. Les manœuvres n'en continueront évidemment pas moins.

S'appuyer sur les forces les plus réactionnaires, attiser les rivalités entre puissances régionales, c'est de cette manière que l'impérialisme a toujours agi pour tenter de maintenir sa domination. De l'Irak à la Syrie jusqu'en Afghanistan, on en voit le résultat : le chaos s'étend toujours. La population afghane quant à elle est prise au piège entre la dictature de l'impérialisme américain, au travers du gouvernement vénal et corrompu d'Ashraf Ghani et de la présence de ses forces armées, les talibans, qui imposeraient une fois au pouvoir le même régime despotique qu'en 1996, et d'autres forces tout aussi réactionnaires. En finir avec cette situation implique de se mesurer avec tout un système de domination, dans lequel se combinent les interventions de l'impérialisme, des classes dominantes locales et de milices agissant de façon autonome. Abattre ce système ne pourra se faire que sur la base d'une politique révolutionnaire, prolétarienne et internationaliste, en en faisant l'objectif commun des masses exploitées de toute la région.

22 février 2021

⁴ *Le Monde diplomatique*, avril 2019.

⁵ Cité dans *La Croix*, 13 février 2021.

⁶ eurasia.net, 6 février 2021, et *The Diplomat*, 9 février 2021.

Erratum

Dans un article de la *Lutte de classe* n° 213 (« Derrière la montée du complotisme, l'extrême droite en embuscade »), nous avons écrit que Monique Pinçon-Charlot considérait, dans le film *Hold-up*, que la pandémie avait été déclenchée « pour tuer tous les pauvres ». Cela est inexact, voici ce qu'a dit Monique Pinçon-Charlot dans l'extrait diffusé :

« C'est un fait social total ce qu'on est en train de vivre ; c'est... moi, je pourrais peut-être choquer votre caméra si je dis ça, mais pour moi on est dans la troisième guerre mondiale.

On est dans la troisième guerre mondiale, mais c'est une guerre de classe, une guerre de classe que les plus riches mènent contre les pauvres de la planète.

Et dans cette guerre de classe, comme les nazis allemands l'ont fait pendant la deuxième, y'a un holocauste qui va éliminer certainement la partie la plus pauvre de l'humanité, c'est-à-dire 3,5 milliards d'êtres hu-

mans dont les riches n'ont plus besoin pour assurer leur survie sur la planète.

Parce qu'avec l'intelligence artificielle, avec les robots, honnêtement ils n'ont pas besoin de toutes ces bouches qui ont soif et qui ont faim, à un moment où ils ont pillé la nature, où la nature est foutue. »

Par la suite, Monique Pinçon-Charlot a regretté l'usage du terme « holocauste » et l'utilisation de ses propos par le film *Hold-up*. Mais elle a assumé le fond, avec lequel nous sommes en désaccord.

En effet la classe capitaliste ne veut pas exterminer la moitié la plus pauvre de l'humanité, elle veut l'exploiter. Aujourd'hui, des centaines de millions de Chinois, d'Indiens, de Bangladais, de Vietnamiens, d'Africains et même de Malgaches et d'Haïtiens, c'est-à-dire précisément la moitié la plus pauvre de l'humanité, sont intégrés aux circuits de l'économie mondiale. Cer-

tains pour peupler les bidonvilles, après avoir été chassés des campagnes ; d'autres, ou les mêmes, en étant intégrés à la production capitaliste. Et les grandes firmes capitalistes sont tout à fait demandeuses que des enfants du Kivu aillent risquer leur vie sous terre pour extraire du coltan, que des pauvres d'Éthiopie cultivent des fleurs qu'elles vendront sur les marchés occidentaux, que des miséreux du Bangladesh désosent des bateaux dont les armateurs occidentaux ne veulent plus, que des marins philippins fassent naviguer les bateaux du monde entier. Et même, ici, les petits bourgeois sont demandeurs d'Africains sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics, dans les sociétés de gardiennage et dans les cuisines des restaurants.

Cela nous éloigne du propos de l'article de la *Lutte de classe*, qui comportait une formulation inexacte à l'encontre de Monique Pinçon-Charlot.

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

Lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général. Prix : 1,20 €.

Les exposés du Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris, des réunions du Cercle Léon Trotsky, lors desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse : www.lutte-ouvriere.org/publications/ CLT. Prix : 2 €.

Les dernières conférences :

Le jeune Parti communiste : du combat pour créer un parti révolutionnaire au stalinisme
(n° 164, 22 janvier 2021)

États-Unis : après des élections en temps de crise
(n° 163, 14 novembre 2020)

Algérie : révolte contre le système politique et aspirations sociales
(n° 161, 18 octobre 2019)

Le capitalisme, un système économique à l'agonie, un ordre social à renverser
(n° 159, 22 février 2019)

L'industrie pharmaceutique soumise à la rapacité des capitalistes
(n° 158, 19 janvier 2019)

Éditoriaux, brèves, agendas, actualités en régions, vidéos, communiqués... Retrouvez toute l'actualité de Lutte ouvrière sur notre portail : www.lutte-ouvriere.org

Brochures et livres

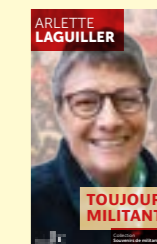


Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et anti-xénophobes. Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com.

Dernières parutions

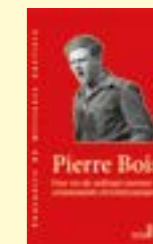
Toujours militante

Arlette Laguiller
13,50 €, e-book : 6,75 €



Une vie de militant ouvrier communiste révolutionnaire

Pierre Bois
15 €, e-book : 7,50 €



Une industrialisation à pas de tortue France 1789-1914

de Alain Lecaïe
Collection Éclairage n° 19
8,20 €, e-book : 4,10 €

Les dernières publications



Contre le grand capital, le camp des travailleurs
Meeting de la campagne européenne de Lutte ouvrière, à la Mutualité, 10 mai 2019.
1 €.



Mai-juin 1968 - Souvenirs de militants ouvriers
Publié à l'occasion du cinquantième de la grève générale de 1968.
544 pages, 18 €.

Toutes les brochures sont à commander sur la page : www.lutte-ouvriere.org/publications/commander

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX http://www.uatci.org

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 € Correspondance: Das rote Tuch, Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN -

ALLEMAGNE http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org

BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd Correspondance: BP 54, rue de la Clef 7000 MONS - BELGIQUE http://www.lutte-ouvriere.be et http://www.arbeidersstrijd.be

ESPAGNE



Correspondance: boletinvozobrera@yahoo.es APARTADO DE CORREOS - 10210 - SEVILLA - ESPAGNE http://www.vozobrera.org



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique six mois: 13 \$ - un an: 26 \$ Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$ PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 - USA http://www.the-spark.net



Revue trimestrielle publiée par The Spark Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique, un an (4 numéros): 16 \$ Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$ PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 - USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste Prix: 1,20 € Abonnements: France - DOM TOM, six mois: 20 €; un an: 40 € Autres pays, par avion, sous pli fermé: nous consulter Versements à LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel Abonnement: écrire à la boîte postale http://www.w-fight.org contact e-mail: contact@w-fight.org



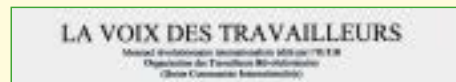
Trimestriel publié par Workers'Fight BM ICLC - LONDON WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE Abonnement 1 an: GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € - Pli ouvert: 23 € Guadeloupe: Combat ouvrier - Philippe Anaïs 1111 Rés. Matéline, l'Aiguille - 97128 GOYAVE Martinique: Combat Ouvrier - Louis Maugée BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX http://www.combat-ouvrier.net

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI) BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO - ITALIE Abonnement 1 an: 12 € http://www.linernazionale.it - contact e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe) Mensuel trotskyste Correspondance: BM ICLC - LONDON WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE http://www.sinifmucadelesi.net